

Dans l'un des nombreux exemples de 2018, en novembre, les travailleurs grecs ont fait la grève pour réclamer de meilleurs salaires et des conventions collectives de travail.

Crédit: Ayhan Mehmet/Anadolu Agency/Getty Images

SECTION 1

PROTESTATIONS À PROPOS DE PROBLÈMES QUOTIDIENS

LES PROBLÈMES QUOTIDIENS FONT SORTIR LES GENS DANS LA RUE

Les raisons pour lesquelles les gens protestent sont nombreuses, différentes et souvent complexes. Cependant, l'année 2018 nous a rappelé avec force que les problèmes quotidiens touchant les besoins de première nécessité peuvent conduire les populations à des contestations. Cela a été le cas quand la population a protesté contre le prix des denrées alimentaires de base, dans des pays tels que le Soudan et le Turkménistan. En 2018, de nombreux événements ont mis en évidence la nécessité de comprendre les motivations essentielles, quotidiennes et matérielles pouvant devenir des points de départ d'une action de masse.

Une vague de contestation a traversé des pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest, tels que le Tchad, le Gabon et le Niger, où des personnes se sont massées dans la rue pour protester contre les politiques d'austérité adoptées par leurs gouvernements, qui ont aggravées leur situation matérielle. Dans certains pays, tels que l'Irak et l'Afrique du Sud, c'est le manque d'accès à l'eau potable qui a déclenché les manifestations. Dans d'autres, comme en Irlande et à Taiwan, il s'agissait de la question du logement. A Djibouti, au Ghana ou en Tunisie, c'était le manque d'emplois et dans d'autres pays comme la Jordanie, le Panama et l'Ukraine, c'était l'envolée du prix du carburant. Au Nicaragua, les tentatives de réformer le système de protection sociale ont déclenché d'importantes manifestations concernant des problèmes plus profonds tels que la corruption et le manque de démocratie, et celles-ci ont été réprimées de manière meurtrière. En France, une tentative de hausse du prix du carburant a provoqué une vague de protestations surprenante et parfois violente au cœur de l'Europe.

Souvent, les manifestations provoquées par la colère liée aux problèmes quotidiens ont, bien entendu, des causes bien plus profondes. La colère, liée au prix des denrées alimentaires et du carburant, à l'augmentation des taxes, au manque d'emploi et au déni de services de base constituent souvent

le point de basculement qui libère des années de frustration refoulées par ceux qui se sentent privés de leur voix, par l'éloignement des institutions gouvernementales et les inégalités politiques et économiques. Plusieurs fois en 2018, des gouvernements centrés sur le pouvoir présidentiel, avec des dirigeants politiques et des administrations bien établis dans le temps, se montraient tout simplement réticents ou incapables de répondre aux protestations quotidiennes, aux frustrations et aux difficultés économiques des populations, ou dépassés par leur colère, face à leur exclusion de l'influence politique.

Dans de nombreux cas, la dénonciation de la corruption dans les plus hautes sphères du gouvernement, notamment en Haïti, au Malawi et en Roumanie, a provoqué une profonde colère : la population a comparé sa propre pauvreté et sa lutte pour survivre avec l'immense richesse de l'élite, l'impunité apparente dont jouissent les politiquement puissants et les riches, et leur incapacité à remplir leur part du contrat social. Parfois, les protestations sur les questions économiques se sont transformées en occasion pour soulever des problèmes de gouvernance et de déni de la démocratie, et en opportunités pour les résoudre. C'est pour cette raison que de telles manifestations ont été, à chaque fois, soumises à une répression brutale.

Les syndicats ont souvent fait un pas en avant pour revendiquer des droits collectifs, comme c'est le cas au Costa Rica, à Fidji et en Guinée. Cependant, trop souvent, les syndicats subissent des attaques, notamment aux Philippines et au Swaziland.

La société civile, en particulier les défenseurs des droits des peuples autochtones, de l'environnement et des droits fonciers sont également victimes d'attaques en représailles d'avoir tenté de demander des comptes aux responsables des projets extractifs des sols et de grandes infrastructures,

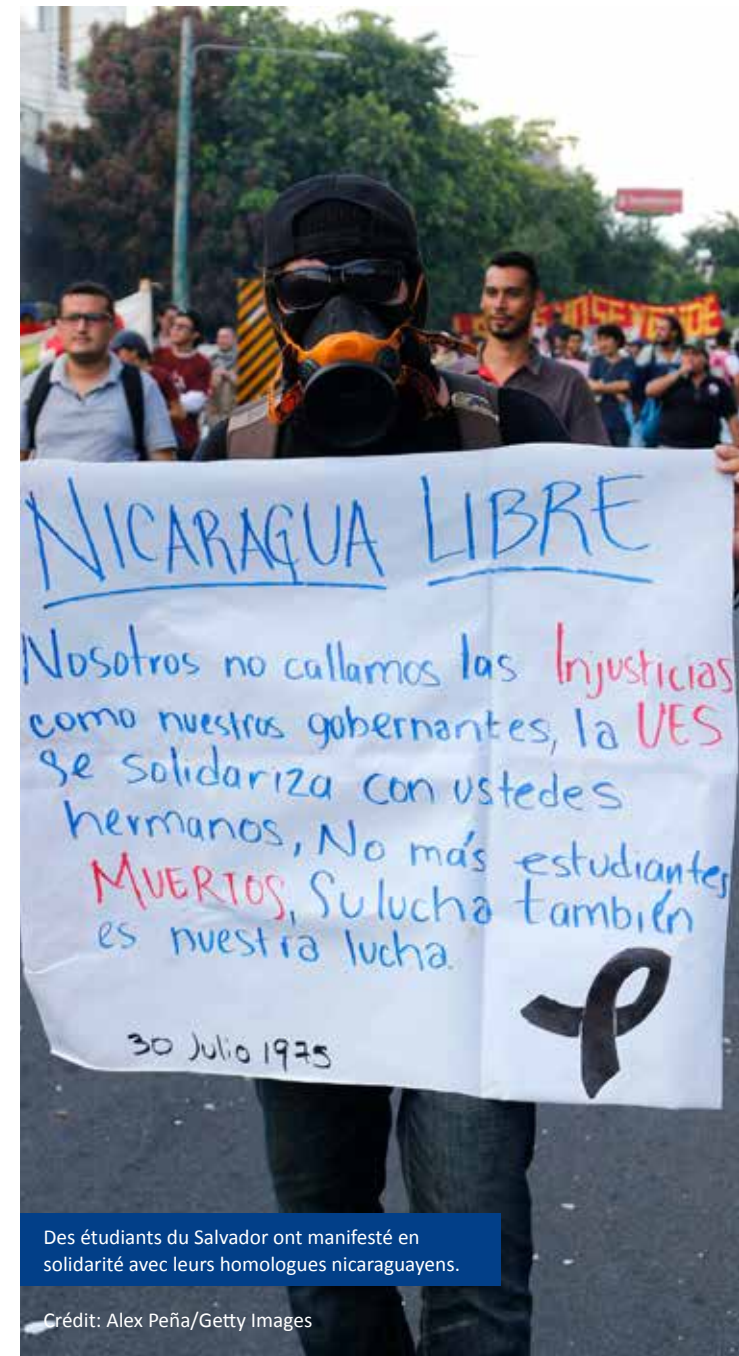
ainsi qu'aux puissantes sociétés transnationales qui les soutiennent. De manière tragique, les dangers que peuvent représenter les mégaprojets non redevables envers la population ont été mis en lumière lors de l'effondrement d'un barrage qui a tué plusieurs centaines de personnes au Laos, où, dans un milieu renfermé, il était difficile pour la société civile de proposer une réponse humanitaire efficace.

Mais la société civile a riposté contre le pouvoir économique transnational: la société civile australienne a repris le pouvoir sur l'industrie charbonnière, la société civile latino-américaine s'est organisée pour examiner de plus près les investissements gigantesques des chinois dans leurs régions et la société civile canadienne a remporté une victoire notable dans sa campagne contre les impacts environnementaux d'un projet de gazoduc.

NICARAGUA: LES CHANGEMENTS SOCIAUX DÉCLENCHENT LA COLÈRE ET UNE RÉPRESSION MEURTRIÈRE

Au Nicaragua, l'introduction d'un programme impopulaire de changements en matière de protection sociale, qui a eu pour effet l'augmentation du coût des prestations de la sécurité sociale et la diminution des avantages de la retraite, a été l'étincelle initiale des **manifestations** massives qui ont commencé en avril. Initialement, alors que le gouvernement **déclarait** qu'il n'y avait que quelques manifestations éparpillées, il s'avérait que les manifestations s'étaient rapidement propagées dans les principales villes du Nicaragua et que les manifestants y participant étaient violemment attaqués par les forces de l'ordre et par des **milices armées progouvernementales**. Auparavant, la violence avait réussi à décourager les manifestations, mais cette fois, de nombreux citoyens désenchantés sont descendus dans la rue, après avoir vu les images de répression qui se sont rapidement répandues sur les réseaux sociaux. Nous avons demandé à **Amaru Ruiz**, de la **Fundación del Río** de décrire comment les manifestations se sont propagées:¹

Je ne pense pas que le gouvernement, ou que quiconque, ait imaginé cette réaction : beaucoup de personnes, en particulier les étudiants, ont immédiatement manifesté, à Managua, la capitale, et dans la ville de León. Tous les mouvements sociaux, y compris les mouvements de paysans et de



Des étudiants du Salvador ont manifesté en solidarité avec leurs homologues nicaraguayens.

Crédit: Alex Peña/Getty Images

¹ Tous les entretiens cités dans ce rapport sont des extraits édités. Des versions complètes sont disponibles sur notre site Web à l'adresse <https://www.civicus.org/index.php/media-center/news/interviews>.

“

L'INTENSITÉ DE LA
COLÈRE PUBLIQUE
ÉTAIT TELLE
QUE, MALGRÉ LE
RECU RAPIDE DU
GOUVERNEMENT
DANS SA
PROPOSITION
DE RÉFORME
DU SYSTÈME DE
SÉCURITÉ SOCIALE,
LES MANIFESTATIONS
SE SONT
POURSUIVIES.

”

femmes, ont rapidement manifesté leur soutien aux étudiants et les manifestations sont devenues massives. C'était un mouvement auto-organisé, très diversifié, qui est descendu dans la rue pour dire « assez ». Les manifestations ne se concentraient plus sur une demande spécifique, mais elles reposaient sur une revendication plus articulée autour d'une véritable démocratie fondée sur le respect de la volonté populaire, des institutions transparentes et d'une justice indépendante.

Le gouvernement ne s'attendait pas à une telle réaction. Les manifestations qui avaient eu lieu auparavant et qui avaient été réprimées à maintes reprises se sont déroulées dans des zones rurales, isolées et peu peuplées, souvent hors de la portée des médias. Mais la police, des groupes paramilitaires et des sections armées de la jeunesse sandiniste ouvrant le feu sur des personnes dans des zones urbaines densément peuplées, devant les caméras, là, c'était autre chose.

Comme l'a suggéré Amaru, et comme l'a montré la persistance et l'ampleur des manifestations, au-delà du déclenchement initial sur les besoins de changements au niveau de l'aide sociale, la colère du public était beaucoup plus profonde. Les manifestants n'étaient pas seulement opposés aux changements dans les prestations de sécurité sociale, mais ils voulaient également exprimer leur indignation face à la corruption omniprésente, qu'ils constatent tous les jours, et au caractère autoritaire du gouvernement du président Daniel Ortega et de la première dame et vice-présidente Rosario Murillo. La réforme démocratique et des élections libres et transparentes ont rapidement figuré en tête de liste des revendications des manifestants. Amaru détaille la colère contre le pouvoir économique concentré qui a mobilisé les manifestants :

Le gouvernement est devenu plus intéressé à s'enrichir et des investissements ont été réalisés au nom de la famille présidentielle, ce qui a provoqué une confusion accrue non seulement entre l'État et le parti, mais également entre le parti et la famille. La vice-présidente Murillo a eu plus de pouvoir que n'importe quel ministre. Depuis quelque temps, la famille Ortega-Murillo cumule des postes à responsabilité au sein du gouvernement, tout en construisant une dynastie économique.

*Leurs intérêts commerciaux comprenaient des contrats et des concessions avec de puissants investisseurs privés, nationaux et étrangers, approuvés par l'État: concessions d'exploitation minière, telles que Rancho Grande; des plantations, comme African Palm; et des mégaprojets tels que le barrage Tumarín sur le fleuve de Rio Grande de Matagalpa, le port en eaux profondes de Bluefields et le futur **Canal interocéanique**.*

L'intensité de la colère publique était telle que, malgré le recul rapide du gouvernement dans sa proposition de réforme du système de sécurité sociale, les manifestations se sont poursuivies. Les

manifestants se sont heurtés à une répression sévère quasi systématique qui comprenait la violence létale des forces de sécurité, notamment avec l'utilisation de balles réelles, ce qui a entraîné des décès chaque jour pendant plusieurs semaines. D'autres manifestations ont eu lieu pour réclamer justice pour les victimes, mais celles-ci ont été réprimées par un gouvernement qualifiant les manifestations de tentative de coup d'État, et semblant vouloir rester au pouvoir, quel que soit le nombre de morts. En mai, une marche s'est organisée à l'occasion de la **fête des mères**, pour soutenir les femmes dont les enfants avaient été tués au cours des manifestations, et il y a eu 16 morts et environ 200 blessés. En juin, deux étudiants **ont été abattus** après qu'un groupe s'est réfugié dans une église, ce qui tend à démontrer qu'aucun endroit n'est plus sûr.

Selon un **rapport** de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), entre le 18 avril et le 19 juin, la répression menée par l'État aurait fait au moins 212 morts. À la fin du mois d'août, la CIDH estimait le chiffre à plus de 300 morts, mais selon les sources de la société civile, le nombre de victimes serait peut-être plus proche de 500. Plus de 2 000 personnes ont été blessées, 550 ont été arrêtées et poursuivies et, au moins 144 étudiants ont été expulsés de l'université. En réponse, la CIDH a lancé le Mécanisme spécial de surveillance pour le Nicaragua (MESENI) afin de surveiller la mise en œuvre de ses recommandations et, au cours des mois suivants, a **accordé** des mesures de précaution à plus d'une centaine de personnes impliquées dans les manifestations.

L'analyse de la CIDH a mis en évidence le schéma suivi par la répression. Des détentions arbitraires et des forces policières en nombre disproportionné étaient accompagnées d'actes d'intimidation et de violence de milices armées progouvernementales, encouragées par une campagne de propagande persistante qui vilipendait les manifestants. En représailles à la suite de leur participation, le gouvernement a même **refusé** toute attention médicale urgente à des manifestants gravement blessés. Selon la CIDH, environ 300 professionnels de la santé ont été licenciés pour avoir désobéi aux ordres du gouvernement de ne pas leur porter assistance.

Des personnes ont également été **maltraitées** pendant leur détention: de nombreux détenus ont été incarcérés dans la tristement célèbre prison d'El Chipote, où beaucoup se sont vu refuser des soins médicaux et ont été torturés. Parallèlement, plusieurs responsables de la répression, dont le directeur d'El Chipote, ont été récompensés par une **promotion**. Les femmes étaient particulièrement exposées aux **mauvais traitements** en détention. Pendant le mois d'octobre, 17 prisonnières politiques ont été **battues** par un groupe d'hommes armés et masqués qui ont fait irruption dans leur cellule.

La réponse des autorités a également été marquée par une utilisation accrue du Code pénal contre les activistes de la société civile, et par l'adoption à la hâte, en juillet, d'une **Loi Antiterroriste**, contenant des dispositions générales permettant à l'État de traiter les citoyens de terroristes et de les empêcher d'exercer leur droit à se réunir pacifiquement. Des manifestants, dont beaucoup d'étudiants ou de membres de mouvements de paysans, étaient régulièrement accusés des crimes divers: terrorisme, participation à un groupe criminel, entrave à l'accès aux services publics, entrave à l'exercice des fonctions, atteinte à l'autorité, possession illégale d'armes à feu ou de munitions, menace avec des armes, vol à main armée, enlèvement simple, homicide et tentative de meurtre. L'accusation de meurtre était particulièrement utilisée pour culpabiliser les dirigeants sociaux et les manifestants des morts survenues pendant les manifestations. Le gouvernement a accusé les manifestants d'être à l'origine de la violence et a affirmé que les forces de sécurité avaient été attaquées et forcées de se défendre.

Les activistes ont été diffamés et attaqués par des campagnes de stigmatisation, de surveillance, d'écoute électronique, des brouillages dans les communications, des menaces et des attaques physiques contre eux et leurs familles, des actes d'intimidation et de surveillance physique par des véhicules de la police, des limitations de liberté de circulation, de confiscation de leurs biens. Leurs interrogatoires et leurs détentions illégales étaient accompagnés de passages à tabac, de tortures et du déni d'assistance judiciaire, ainsi que d'actes d'agressions de la part de groupes liés au gouvernement.

Des agressions sexuelles, des tortures sexuelles et des menaces ou actes de violence contre les proches des femmes ont été utilisés, en particulier contre leurs enfants. De ce fait, il n'est pas surprenant que de nombreux défenseurs des droits de l'homme se soient **enfuis**, principalement au Costa Rica, où il aurait été signalé qu'environ 30 000 demandes d'asile ont été reçues seulement en octobre.

La criminalisation de groupes qui étaient actifs depuis longtemps avant le début des manifestations s'est également intensifiée. Tel était le cas du mouvement anti-canal, opposé au projet du **Canal interocéanique prévu**, qui a conduit des centaines de marches et fait face à d'innombrables épisodes de répression au cours des cinq dernières années. **Medardo Mairena**, l'un des dirigeants du Conseil national pour la défense de la terre, des lacs et de la souveraineté, a été arrêté et privé de sa liberté à deux reprises. À la deuxième occasion, dans le cadre des manifestations, il a été placé en détention provisoire pour une durée indéterminée, **accusé** de terrorisme, crime organisé, enlèvement simple, meurtre, atteinte aux biens publics, entrave aux services publics et blessures. Au fur et à mesure que l'année avançait, le gouvernement a redoublé sa répression en **annulant** l'enregistrement légal de neuf organisations de la société civile (OSC), y compris celles qui avaient **participé** aux audiences de la CIDH.

Même avant cette vague de manifestations, les journalistes nicaraguayens avaient été menacés, intimidés et agressés, en particulier lors de reportages sur des projets d'infrastructure controversés tels que le Canal interocéanique, ainsi que sur des manifestations, des processus gouvernementaux et des allégations de fraude électorale.

Lors des manifestations de 2018 et en simultané avec les intimidations habituelles et les menaces sur les réseaux sociaux, il y a eu une **montée** d'actes d'agression, de passages à tabac et de destruction ou de vol de l'équipement des journalistes couvrant les manifestations, perpétrés par la police et des groupes armés. Le 21 avril, le journaliste Ángel Gahona a été **abattu** alors qu'il couvrait une manifestation. Le même mois, Radio Darío, dans la ville de León, a été **incendiée** par un groupe pro-gouvernemental.

Selon certaines informations, au moins quatre médias ont été **fermés** pendant les manifestations.

La répression a finalement réussi à faire taire les manifestants, même si de nouvelles mobilisations ont eu lieu en août et une **grève nationale** d'une journée a eu lieu en septembre. Amaru souligne que la répression a laissé des questions clés en suspens, et appelle à la solidarité de la société civile pour contribuer à les résoudre:

Plusieurs secteurs du pays se battent pour une sortie civile et pacifique de cette situation, mais la possibilité d'une recrudescence de la violence est bien réelle. Le président a déclaré qu'il n'y aurait plus de dialogue, et si le dialogue est vraiment terminé, l'une des deux options suivantes peut être envisagée: la violence augmente ou la démission prévaut. Cette dernière n'est pas l'option la plus viable, c'est seulement une solution temporaire, car les frustrations accumulées ont provoqué des tensions non résolues qui referont surface par le retour des manifestants dans les rues. Ce ne serait qu'un moyen de retarder la violence. Face au dilemme de ce qu'il faut faire maintenant, soit sortir et risquer de mourir ou rester tranquille à la maison, beaucoup préféreront rester chez eux, alors que d'autres continueront à sortir, d'autres encore cesseront de manifester et commenceront à conspirer.

Nous avons besoin de solidarité avec les personnes qui continuent à se battre au Nicaragua et avec celles qui sont parties et le font depuis l'étranger. De même, les OSC et les mouvements sociaux qui restent actifs ont besoin d'un soutien en termes de stratégie, de ressources et de protection.

La solidarité de la société civile est devenue encore plus nécessaire lorsque, pour éviter tout contrôle international, le gouvernement nicaraguayen a expulsé les observateurs internationaux qu'il avait initialement autorisé à rentrer, notamment le MESENI et le **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ONU)**. L'espace réservé à la protection de la société civile nationale s'est effondré, compte tenu des nombreuses attaques perpétrées contre l'espace civique. Les OSC nationales, régionales et internationales, y



Au Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, une proposition de loi budgétaire a provoqué des protestations, par crainte d'une augmentation du prix des biens essentiels et d'une hausse des impôts.

Crédit: Scott Peterson/Getty Images

compris un groupe de **323 OSC**, ont rapidement **condamné** la répression des manifestations. En début janvier 2019, un groupe d'OSC régionales et internationales, y compris CIVICUS, s'est réuni pour **créer** un observatoire international de la situation des droits de l'homme au Nicaragua afin de continuer à surveiller la situation des droits de l'homme. Ils continueront à surveiller et à faire en sorte que les responsables des graves violations des droits humains répondent de leurs actes.

TCHAD, GABON ET NIGER: COLÈRE CONTRE L'AUSTÉRITÉ EN AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE

L'Afrique de l'Ouest et centrale a été témoin de nombreuses protestations contre des politiques d'austérité en 2018. En Europe, l'économie de l'austérité – des réductions des dépenses publiques qui pèsent d'une manière disproportionnée sur les personnes les plus pauvres et les plus exclues, en même temps qu'elles accroissent les inégalités – est de plus en plus discréditée parce qu'elle a été imposée à la suite de la crise économique de 2008. On peut dire que ces pays ont alimenté le penchant vers le populisme de droite et le nationalisme économique [\[voir section 3\]](#) qui est observé dans de nombreux pays européens. Toutefois, dans le reste du monde, notamment à cause de la chute du prix du pétrole à partir de 2014, les politiques d'austérité continuent d'être imposées par des dirigeants politiques déconnectés de la réalité et poussés par les institutions financières internationales. Trop souvent, les réactions compréhensibles de ceux qui se battent pour survivre sont réprimées.

En janvier, au **Tchad**, huit OSC ont appelé à des manifestations contre les mesures d'austérité du gouvernement et la hausse du coût du carburant, une question sensible dans un pays dont le pétrole est l'exportation principale.

Au début de 2018, le Tchad a également assisté à des grèves des transports du fait du prix du carburant. Toutefois, les **manifestations** prévues pour le 25 janvier ont été interdites quelques jours auparavant. Le gouvernement a envoyé des SMS menaçants à tous les utilisateurs de téléphones portables pour les informer de l'interdiction de manifester, en affirmant que l'interdiction avait été introduite à titre de mesure antiterroriste, citant l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad. Dans la région, ce n'est pas la première fois que les préoccupations relatives au terrorisme sont délibérément combinées avec des actions visant à réprimer l'expression légitime des dissidents.

Lorsque les manifestations se sont déroulées malgré tout, elles ont été réprimées dans la violence par les forces de sécurité, utilisant des mesures punitives et infligeant une coupure générale de l'Internet. Plus de 140 personnes, dont beaucoup d'étudiants, auraient été arrêtées. Lors des manifestations, 17 personnes arrêtées ont été **condamnées** à quatre mois de prison et les activités de dix partis politiques ayant pris part aux manifestations ont été temporairement suspendues. En solidarité avec la grève des enseignants, le même mois, une manifestation d'étudiants contre l'impact des mesures d'austérité sur leur salaire a été **dispersée** avec des gaz lacrymogènes et 60 personnes ont été arrêtées.

En février, **Alain Didah Kemba**, porte-parole du mouvement citoyen IYINA (nous sommes fatigués), qui réunit des jeunes, des organisations de la société civile et des médias pour faire campagne sur des questions socioéconomiques et faire pression pour une réforme démocratique, a été arrêté et torturé pendant sa détention. Au cours de l'année, d'autres activistes ont été arrêtés alors qu'ils appelaient la population à participer aux manifestations et des journalistes ont été arrêtés pour avoir couvert ces événements.

Après les manifestations de janvier, les principaux syndicats ont annoncé une grève générale du secteur public contre les coupes de certaines primes et bonus qui diminuaient considérablement le salaire des travailleurs. Les manifestations ont continué malgré la répression. Il y a eu un «jeudi de la colère», en février, contre les mesures d'austérité (bien que la participation a

été entravée par une forte présence des forces de sécurité) et un «**jour ville morte**», en mars, pour soutenir les travailleurs du secteur public en grève. La Journée Internationale des Droits des Femmes, le 8 mars [\[voir section 2\]](#) a également été transformée en une «**journée de deuil**» pour les travailleuses en grève : avec les écoles et les hôpitaux fermés, il y avait peu de choses à célébrer. La grève a été annulée en mars, après la conclusion d'un accord, mais elle a été **reconduite** en mai, puisque les engagements n'avaient pas été respectés. La grève ne s'est **terminée** que cinq mois plus tard, au mois d'octobre, quand le gouvernement a fait de nouvelles concessions. Pendant ce temps, les manifestations ont continué d'être interdites et l'accès aux réseaux sociaux **restreint**.

Le président Idriss Déby est en fonctions depuis 1990 et a même **renforcé** son pouvoir en avril, en promulguant une **nouvelle Constitution**. Il semble que la colère de la population au Tchad continuera à susciter l'hostilité d'une administration distante, plus préoccupée par la préservation de son pouvoir illimité.

Le pays voisin du Tchad, le **Niger**, a connu des **manifestations** similaires en 2018, déclenchées par la **Loi de Finances** votée en 2017. Les manifestants craignaient que la loi n'augmente le prix des produits de première nécessité et n'introduise de nouvelles taxes. Le peuple est descendu dans les rues toutes les deux semaines en janvier, février et mars. Néanmoins, au mois de mars, une contre-manifestation a été organisée par des partis en faveur du président Mahamadou Issoufou. À mesure que les manifestations se poursuivaient, les participants ont revendiqué davantage et demandaient notamment le retrait des troupes étrangères postées au Niger.

Alors que les manifestations se poursuivaient, les manifestants se sont heurtés à une réticence croissante de la part de l'État à tolérer la dissidence. En février, lors d'un sit-in de protestation, le parti politique Front de l'opposition indépendante (FOI) a annoncé que 10 de ses membres avaient été arrêtés, tandis qu'une manifestation contre la loi finances prévue pour le mois de mars était **interdite** par les autorités locales pour des raisons fictives de sécurité. Des affrontements ont éclaté lors de la manifestation, qui s'est

déroulée malgré tout : 26 personnes ont été **arrêtées**, dont **quatre** dirigeants de la société civile. En **juillet**, ces quatre personnes ont été condamnées à une peine de prison avec sursis et trois d'entre elles ont été libérées, tandis que Lirwana Abdourahamane est resté en prison après avoir également été condamné pour outrage au tribunal. Dans le même contexte, une chaîne de télévision a été fermée après avoir interviewé un avocat représentant l'un des détenus.

En avril, une autre manifestation à Niamey, la capitale, a également été interdite pour des raisons de sécurité. Des affrontements ont à nouveau été signalés et trois autres personnes ont été arrêtées quand la manifestation a eu lieu. À la suite d'affrontements entre des étudiants et des membres des forces de sécurité, un campus universitaire de Niamey a été fermé. Les OSC ont condamné les interdictions de manifestation et la vague d'arrestations d'activistes. En réponse à cette contestation, comme au Tchad, les autorités ont renforcé les restrictions sur la liberté d'expression et ont empêché les journalistes de couvrir les événements. En février, plusieurs médias ont noirci leurs pages de couverture et leurs écrans, exprimant ainsi une opposition symbolique au renforcement des restrictions imposées aux médias.

Au **Gabon**, l'action syndicale était au premier plan. Une série de **grèves** a attiré l'attention sur les conséquences de l'ensemble des mesures d'austérité introduites par le gouvernement en février, ainsi que sur les préoccupations liées au coût de la vie et à la colère suscitée par les abus de pouvoir du gouvernement. La capitale, Libreville, a été paralysée par une grève des chauffeurs de taxi en février, provoquée par la hausse du coût du carburant et le racket perpétué par les policiers. En réponse aux mesures d'austérité, une grève générale et illimitée du syndicat des fonctionnaires a été organisée en mars ; les exigences particulières étaient liées aux droits à la retraite et à la réintégration de la Convention nationale des syndicats du système éducatif, suspendue par le gouvernement en 2017. En avril, le personnel de la télévision et de la radio publique s'est également mis en **grève** à cause des arriérés de salaire et de l'ingérence du gouvernement dans leur travail. Mais une nouvelle manifestation syndicale, prévue en août, contre de nouvelles mesures d'austérité a été **interdite**. Vers la fin de ce même mois, environ 28 personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de manifester.

Ces grèves se sont déroulées parallèlement à d'autres, provoquées par la méfiance et les relations tendues. Une grève générale et illimitée des magistrats a débuté en décembre 2017 et s'est poursuivie jusqu'en 2018, sous l'impulsion d'un conflit opposant les juges et le ministre de la Justice : lorsque les juges ont critiqué le ministre pour son ingérence, il les a accusés de corruption. La grève n'a été résolue que vers la fin du mois de février, en faveur des juges, après que le ministre avait été muté.

L'état de malaise persistant du gouvernement du président Ali Bongo, dont la famille est au pouvoir depuis plus de 50 ans, a été mis en évidence par l'échec de la tentative de **coup d'État militaire** au

“

LES PÉNURIES DE NOURRITURE ET DE CARBURANT ONT MIS LE FEU AUX POUDRES LORSQUE LE GOUVERNEMENT SOUDANAIS A ADOPTÉ, AU MOIS DE JANVIER, UN BUDGET QUI AUGMENTAIT CONSIDÉRABLEMENT LES COÛTS QUOTIDIENS POUR LES CITOYENS.

”

début de janvier 2019, suscitant la crainte d'une nouvelle répression des droits fondamentaux en réponse.

PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS: LA NOURRITURE, LE CARBURANT ET LES EMPLOIS

Les préoccupations des populations concernant les coûts élevés des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que les difficultés rencontrées pour assurer et maintenir leurs moyens de subsistance, les ont menés dans la rue dans bien d'autres pays en 2018.

Les pénuries de nourriture et de carburant ont mis le feu aux poudres lorsque le gouvernement **soudanais** a adopté, au mois de janvier, un budget qui augmentait considérablement les coûts quotidiens pour les citoyens, faisant ainsi **doubler** le prix du pain en une nuit et dévaluant fortement la livre soudanaise. L'adoption de cette mesure a déclenché des manifestations, car la population imputait ces changements à la mauvaise administration du gouvernement, à la corruption et aux coûts du conflit persistant au Darfour. Non sans raison, ils se sont demandé pourquoi ils devraient en payer le prix, et non leurs dirigeants.

Mais dans ces conditions où l'espace civique est verrouillé, ces manifestations pacifiques se sont heurtées sans surprise à la violence des forces de l'ordre, utilisant des gaz lacrymogènes et des matraques et **allant jusqu'au** meurtres. Plus de 300 personnes ont été arrêtées dans les premiers mois de 2018, parmi lesquelles des dirigeants de l'opposition et **d'importants défenseurs des droits humains**. Au moins 15 journalistes ont été arrêtés alors qu'ils couvraient des manifestations et plusieurs journaux ont été retirés de la circulation afin d'éviter toute nouvelle sur la propagation des manifestations.

En septembre, le président Omar al-Bashir, au pouvoir depuis 1989, a nommé un nouveau **Premier ministre** dans le but évident d'atténuer les difficultés économiques du pays. Néanmoins, cette initiative n'a pu empêcher les **manifestations** antigouvernementales de large ampleur d'éclater en décembre, alimentées par la colère économique persistante et l'indignation à l'égard de la corruption. Les manifestations ont commencé dans la ville d'Atbara, dans le nord du pays, avant de s'étendre dans la capitale, Khartoum. **Abdel-Rahman El Mahdi** de l'**Initiative de développement soudanaise** décrit ces manifestations récentes:

Les manifestations ont été provoquées à l'origine par la hausse du coût de la vie et les difficultés croissantes auxquelles le peuple soudanais est confronté pour satisfaire ses besoins essentiels. Une politique économique et budgétaire médiocre, associée à une corruption effrénée, avait conduit à des taux d'inflation record, à une aggravation de la pauvreté et à une grave pénurie de produits de base et de services. Les pénuries d'essence et de pain dans tout le pays ont obligé la population à faire la queue pendant de longues heures. Une crise de liquidité chronique à cause de laquelle les banques et les guichets automatiques ne distribuaient que 2 000 livres soudanaises par jour (environ 40 dollars) a aggravé la situation et a alimenté un manque de confiance dans le système bancaire et dans la situation générale.

Des manifestations pacifiques se sont rapidement propagées au Soudan. Dans les grandes villes, des centaines de personnes ont appelé à des réformes et à des solutions immédiates pour faire face à la crise qui menait le pays au bord de l'effondrement. Cependant, les revendications se sont rapidement intensifiées en réaction à la réponse brutale du gouvernement.

À nouveau, la réponse du gouvernement a été disproportionnée et meurtrière, et des tactiques similaires à celles utilisées lors des manifestations précédentes ont été appliquées. Abdel-Rahman décrit la réaction violente du gouvernement, la situant davantage comme une répression plus large de



Des citoyens soudanais ont protesté en janvier quand le gouvernement a approuvé un budget qui augmentait considérablement leurs coûts quotidiens, et se sont confrontés à la violence des forces de sécurité.

Crédit: Stringer/Anadolu/Getty Images

L'espace civique au Soudan:

La réponse des autorités soudanaises à ces manifestations pacifiques a été violente et répressive. En janvier 2019, selon les comptes du gouvernement, 800 manifestants ont été arrêtés par des membres des forces de sécurité soudanaises et 19 personnes tuées lors d'affrontements, bien que d'autres sources plus impartiales ont fourni des chiffres beaucoup plus élevés. Selon des activistes et des travailleurs médicaux soudanais, au moins 40 personnes ont été tuées. Parmi les personnes arrêtées on comptait des manifestants, des journalistes, des médecins, des avocats et des dirigeants de partis d'opposition.

La violence sans frein est pratiquée activement par l'appareil de sécurité de l'Etat. Le nombre de tirs à balles réelles, de passages à tabac et de tortures a augmenté au point qu'il semble désormais devenu une de ses pratiques courantes pour gérer les manifestations. Des vidéos montrant l'ampleur de la brutalité sont constamment diffusées sur les réseaux sociaux. Les hôpitaux, où des manifestants blessés ont reçu des soins médicaux, ont également été attaqués par les autorités.

La récente vague de manifestations et la réaction brutale du gouvernement sont le résultat d'un échec constant du régime à défendre les valeurs et les principes démocratiques et à garantir la protection et la promotion adéquate de l'espace civique. En décembre 2018 et en janvier 2019, l'espace public a été victime d'une attaque incessante de la part du gouvernement. La liberté d'expression est sous attaque, les services de sécurité ont déployé des méthodes brutales pour museler les médias et faire taire la dissidence, harcelant et interdisant aux journalistes d'écrire, fermant des journaux et confisquant leurs tirages.

Les libertés sur Internet ont été malmenées. Depuis le début des manifestations, le gouvernement a interdit l'accès aux réseaux sociaux



Le festival Musical Hagana, une initiative du mouvement #Anataban, réunit à des gens du Sud-Soudan et du Kenya derrière un message de coexistence pacifique.

Crédit: page facebook d'Anataban

dans tout le Soudan. Selon MTN, Sudani et Zain, les trois opérateurs de télécommunications soudanais, Facebook, Twitter, WhatsApp et d'autres plateformes de réseaux sociaux, ne sont accessibles que via un service de réseau privé virtuel (VPN). Mais même ceux-ci viennent avec leurs propres problèmes de connectivité et la plupart des internautes ne connaissent pas leur existence ou ne savent pas comment y accéder.

La réponse brutale aux manifestations n'a fait que nourrir de nouvelles manifestations et intensifier les revendications du peuple soudanais, qui a réclamé la démission du président al-Bashir et de son gouvernement.

La réaction de l'État semblait malheureusement prévisible, mais le cycle de manifestations et de répression au Soudan devrait certainement être brisé. Abdel-Rahman conclut en indiquant ce qui doit changer :

La crise économique que traverse actuellement le Soudan repose sur une crise politique plus profonde et plus fondamentale, caractérisée par une mauvaise gouvernance, des abus de pouvoir et des injustices grandissantes. Des années de règne sous la domination du Parti du Congrès National mené par le président Al-Bashir ont amené le Soudan au bord de l'effondrement en tant qu'État. Aujourd'hui, le Soudan se trouve à un moment critique et la nécessité de trouver la voie vers un État plus démocratique, juste et pacifique n'a jamais été aussi urgente.

Au premier rang devrait être la recherche d'une solution à la grave crise politique qui perdure depuis plusieurs années. Les efforts du président al-Bashir et de son parti manquent, à la fois, de volonté politique et d'ajustements et arrangements institutionnels nécessaires pour fonctionner. Pour démêler le réseau d'interaction entre l'État et le parti au pouvoir, de nouvelles dispositions institutionnelles et de partage du pouvoir garantissant la participation des partis d'opposition et des mouvements rebelles doivent être mises en place. Afin que cela se produise, le président al-Bashir devrait renoncer à ses pouvoirs et les céder à un conseil intérimaire ayant pour priorité de garantir un accord de paix avec les mouvements rebelles et de veiller à ce qu'ils participent à l'élaboration d'un programme et d'un gouvernement intérimaire, responsable de la gestion du pays pendant une période de transition.

Il serait tout aussi important de commencer à résoudre la crise économique que traverse le pays, ce qui représente un domaine dans lequel la communauté internationale a beaucoup à apporter. Le retrait du Soudan de la liste des États-Unis concernant les États soutenant le terrorisme serait un premier pas important. Un second pas consisterait à mettre en place rapidement des accords d'allègement de la dette, très attendus par le Soudan. Ces deux pas ouvriraient la voie

à un stade de normalisation bien nécessaire avec la communauté financière internationale et à un programme de relance économique qui atténuerait la crise économique actuelle. Ceci, cependant, doit être lié à une résolution de la crise politique qui sous-tend la crise économique.

Un troisième et important domaine à surveiller est l'ouverture de l'espace civique. Les droits humains et l'état de droit, les libertés d'association, de réunion et d'expression pacifiques, la participation des citoyens, la liberté de religion et le droit à la non-discrimination sont des aspects qui doivent retenir l'attention de l'espace civique. Des progrès tangibles dans ces domaines sont une condition préalable à tout processus de réforme constitutionnelle ou à toute élection, qui faciliterait la transition vers un chemin plus sûr vers la démocratie. En résumé, un processus global et inclusif de réforme politique et économique étroitement lié à l'espace civique devrait être mis en place pour que tout progrès significatif puisse remettre le Soudan sur la voie de la démocratie.

En comparaison, la **Tunisie** a été considérée comme un **exemple de réussite** pour sa transition pacifique vers la démocratie après la **révolution du jasmin** en janvier 2011, où la société civile a joué un rôle extrêmement important dans l'instauration de la paix et le développement des institutions démocratiques. Mais l'héritage de cette révolution semblait terni lors de son septième anniversaire, au mois de janvier, lorsque des centaines de personnes sont descendues dans les rues de plusieurs villes pour protester contre les mesures d'austérité instaurées par le gouvernement. Cela a conduit à des affrontements violents et à, au moins, **800 arrestations**, dont beaucoup de jeunes. La réaction par des arrestations massives a révélé que le gouvernement était mal équipé pour faire face à la véritable colère provoquée par les difficultés économiques et pour répondre aux attentes des citoyens comptant sur un dividende démocratique pour améliorer leurs conditions de vie, en particulier dans la lutte contre le fléau du chômage généralisé des jeunes.

Pendant ce temps, en **Libye**, pays voisin, malgré l'existence d'un environnement très difficile pour la dissidence, des centaines de personnes ont **manifesté** à Tripoli, la capitale, au mois de mars, contre les prix élevés et la corruption.

Ces questions ne se limitent pas, bien sûr, au continent africain. En 2018, le **Turkménistan** a connu sa pire **crise économique** depuis l'indépendance, en 1991, causé par la baisse du prix du pétrole, dont l'économie dépend en grande partie. La crise a été marquée par un chômage généralisé, des pénuries de biens de première nécessité, le rationnement, des longues files d'attente et la hausse des prix. Il était **devenu difficile** de trouver du pain, de la farine, des œufs et de l'huile, en particulier en dehors de la capitale, Ashgabat. Cependant, au lieu d'essayer d'aborder les problèmes, le gouvernement a réagi en répandant une propagande absurde de style soviétique sur l'abondance de biens de consommation de la nation et en insistant sur la **participation forcée** du peuple aux célébrations nationales, notamment pour le jour de l'indépendance en septembre. Les participants réticents étaient même tenus de couvrir leurs propres frais de participation. Au même moment, le gouvernement a effectué des déductions forcées sur les salaires des fonctionnaires et a tenté de réprimer les voix dissidentes, notamment en exigeant le retrait des antennes paraboliques permettant aux personnes de recevoir des informations étrangères. A cause de la répression, les manifestations sont rares au Turkménistan, mais le mois de juillet a donné le jour à une **manifestation** spontanée provoquée par la hausse du prix des poulets. Plusieurs manifestants ont été arrêtés et auraient été battus pendant leur détention.

Alors que l'attention du monde se concentrait sur le **conflit** en cours entre l'**Ukraine** et la **Russie**, des questions importantes ont attiré beaucoup de personnes dans les rues en 2018. Des manifestations ont eu lieu contre le coût élevé du **carburant** en octobre, tandis que les premiers mois de l'année 2018 ont été marqués par plusieurs manifestations contre le fléau chronique de la **corruption**. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées lorsque la police a démantelé un **campement** qui occupait l'espace situé devant le bâtiment du Parlement. Les syndicats ont également pris des mesures en Ukraine : en juillet, des **mineurs** en grève, organisés par deux syndicats,

“

PANAMA A VÉCU DE
LOURDES TENSIONS
SOCIALES EN 2018:
EN EFFET L'ANNÉE
A ÉGALEMENT
ÉTÉ MARQUÉE
PAR UNE SÉRIE
D'IMPORTANTES
PROTESTATIONS
SYNDICALES, QUI
ONT DÉBOUCHÉ
SUR UNE NOUVELLE
CONVENTION
COLLECTIVE DU
TRAVAIL.

”

ont protesté devant le parlement ukrainien pour exiger le paiement des arriérés de salaire, affirmant qu'ils n'avaient pas été payés depuis deux mois et demi. Lors d'une précédente **manifestation** au mois de juin, des mineurs de charbon ont été rejoints par les ouvriers de nettoyage de Tchernobyl et les anciens combattants de l'invasion soviétique en l'Afghanistan pour protester contre un certain nombre de problèmes fondamentaux, tels que les transports et le soutien aux personnes handicapées. Des affrontements ont éclaté avec la police lorsque des manifestants ont tenté de pénétrer dans l'enceinte du Parlement.

Les prix du carburant, ainsi que les modifications apportées à la législation fiscale qui ont accru la charge financière des plus bas salaires, ont poussé des centaines de personnes dans les rues **jordanienes** en novembre. Les manifestants se sont organisés en utilisant le hashtag, #Maanash (nous n'avons pas d'argent) sur les réseaux sociaux. Il faut dire qu'au début de l'année, la nouvelle législation fiscale avait été adoptée à la hâte de manière controversée par le Parlement sans une consultation appropriée.

En juillet, des étudiants **panaméens** ont manifestés contre l'augmentation du prix de l'électricité pendant trois jours. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés pour disperser la foule, mais le président a alors annoncé une annulation de l'augmentation proposée. Panama a vécu de lourdes tensions sociales en 2018: en effet l'année a également été marquée par une série d'importantes **protestations** syndicales, qui ont débouché sur une nouvelle convention collective du travail. Cependant, en juin, des policiers armés ont empêché les enseignants de protester contre le non-paiement des salaires, tandis qu'en mars, une manifestation contre la hausse du coût de la vie dans la ville de Colón a provoqué des affrontements entre des manifestants et des policiers. En octobre, les riziculteurs ont **manifesté** contre le non-paiement d'un fonds d'indemnisation et, en avril, des membres de la communauté de Kuna Nega ont **protesté** contre le manque de services d'approvisionnement en eau. Les manifestations de décembre dans la ville de Divisa ont eu lieu lorsque les négociations entre un groupe d'agriculteurs et le gouvernement ont été rompues. Les agriculteurs ont **bloqué** la circulation des voitures des négociateurs du gouvernement, ce qui a entraîné des affrontements avec la police.

Les moyens de subsistance ont été un facteur clé des manifestations ailleurs, y compris à **Djibouti**, où, chose rare, une **manifestation** a eu lieu en mai contre le népotisme lors d'une vague de recrutements dans un port en construction. La manifestation a été réprimée avec violence, notamment avec des grenades lacrymogènes, comptant environ 80 arrestations. Pareillement, au **Ghana**, les emplois étaient au cœur des **manifestations** de 2018. En février, la police a agressé physiquement des manifestants, des infirmières au chômage, qui faisaient le piquet de grève devant le ministère de la Santé en se plaignant du manque d'emplois disponibles après leur formation. En mars, les forces de sécurité ont violemment dispersé une manifestation de travailleurs des mines d'or de la région occidentale, en utilisant du gaz

lacrymogène, du gaz poivré et des armes à feu. La manifestation faisait partie d'une manifestation plus vaste contre le licenciement de 2 000 travailleurs des mines d'or.

En novembre, des **vendeurs** de rue au **Salvador** ont manifesté après que la police eût tenté de les délocaliser. Une personne est morte et plus de 20 ont été blessées dans des affrontements entre manifestants et policiers. Au Salvador, l'année 2018 a été marquée par des problèmes économiques et liés aux conditions de travail: en octobre, des employés municipaux ont protesté pour demander que 97 employés, suspendus pour avoir dénoncé des abus au travail, soient autorisés à travailler à nouveau, tandis que le pays a connu une **série** de manifestations contre le projet de privatisation du service national d'approvisionnement en eau. Au mois de juin, une **manifestation** du même type, organisée par des étudiants s'est terminée par des affrontements avec la police, qui a utilisé des gaz lacrymogènes.

SERVICES FONDAMENTAUX: DE L'EAU ET DU TRANSPORT

En 2018, en **Irak**, les préoccupations concernant l'approvisionnement en eau et sa qualité ont également été l'un des facteurs de motivation d'une série de manifestations qui se sont confrontées à une force excessive, souvent mortelle. En juillet, les forces de sécurité ont réagi en utilisant des balles réelles, des gaz lacrymogènes et des canons à eau. La police a agressé et arrêté des manifestants, des journalistes et des blogueurs couvrant les événements lorsqu'une série de manifestations sur des problèmes quotidiens ont éclaté dans plusieurs villes irakiennes. Au total, il a été **signalé** qu'au moins 13 personnes ont été tuées, 269 blessées et 757 autres arrêtées dans le cadre de la répression violente des manifestations de juillet, au cours de laquelle l'accès à Internet a également été strictement limité.

Les **manifestations** de juillet à Bassorah, concernant l'eau, l'emploi et la corruption, ont abouti à l'agression et à la détention de plusieurs manifestants

et journalistes. Les manifestations se sont poursuivies à Bassorah en août et en septembre. Néanmoins, en septembre, l'un des dirigeants du mouvement, le Dr. Su'ad Al-Ali, responsable d'Al-Weed Al-Alaïami pour les droits humains, a été assassiné. En juillet, l'avocat des droits humains **Jabbar Mohammed Al-Karm**, qui avait offert ses services pour défendre les personnes arrêtées lors des manifestations, a été abattu. Il se trouve que le mois de juillet n'était pas la première fois qu'un recours excessif à la force était utilisé pour réprimer les manifestations sur des questions essentielles en Irak: en mars au Kurdistan, des fonctionnaires ont manifesté contre les mesures d'austérité et la corruption. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés pour disperser les personnes rassemblées et plusieurs personnes ont été agressées.

L'Afrique du Sud est souvent décrite comme la capitale des manifestations dans le monde. En 2018, plusieurs manifestations exprimant la colère populaire à propos des moyens de subsistance, de l'accès aux services essentiels et de la corruption ont été organisées. En avril, plus de 17 000 travailleurs ont participé à une grève des chauffeurs de bus qui a eu lieu à l'échelle nationale. Le même mois, de violentes **manifestations** ont eu lieu au sujet de l'emploi, du logement et de la corruption. La police a utilisé du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc pendant que les manifestants jetaient des pierres et incendiaient des véhicules. En mai, le puissant Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a organisé une manifestation sur les droits des travailleurs et sur des problèmes liés au transport. Le mois de septembre a été marqué par des manifestations contre la pauvreté et contre la violence des gangs. En octobre, de nouvelles **manifestations** contre le crime et la violence ont eu lieu après la mort d'une femme lors de tirs croisés entre gangs.

Les manifestants sud-africains ont la loi de leur côté. Les droits fondamentaux de la société civile ont été défendus par un arrêté emblématique en novembre, lorsque la Cour constitutionnelle sud-africaine a **déclaré** que le droit de manifester sans craindre d'être arrêté ou incarcéré doit être respecté. La procédure a été engagée à la suite de l'arrestation de 21 membres de la Coalition de la Justice Sociale dans la ville de Cape Town, en 2013. Ils s'étaient enchaînés aux grilles du siège municipal pour protester contre les problèmes d'assainissement et d'autres services essentiels. La décision a annulé une



Le mouvement sud-africain Reclaim the City s'est mobilisé pour résister contre les expulsions injustes et la vente de terres publiques, ainsi que pour réclamer des logements accessibles.

Crédit: Facebook, @ReclaimCT

disposition selon laquelle les organisateurs de manifestations pouvaient être criminalisés pour ne pas avertir les autorités locales de la tenue d'une manifestation. Les juges ont décidé que le droit à manifester était «tout simplement trop important» pour être limité de cette manière. En prenant cette décision, les responsables légaux de l'Afrique du Sud se sont donc fermement positionnés du côté de la société civile, en défendant le droit des populations à attirer l'attention sur les problèmes de pauvreté, des services publics médiocres et de la corruption qui fait rage.

LE LOGEMENT URBAIN: UN PROBLÈME CROISSANT

Alors que la population se concentre de plus en plus dans les villes et que l'écart de richesse entre les très riches et le reste de la population est toujours croissant, il n'est peut-être pas étonnant que l'année 2018 ait été marquée par plusieurs exemples d'activisme et de manifestations se concentrant sur des problèmes de logement. Du fait de la gentrification, il est de plus en plus difficile de vivre confortablement et ce de manière durable dans les villes. Par exemple, en **Afrique du Sud**, le mouvement **Reclaim the City** (reprenre la ville), milite pour un logement décent et abordable et contre le déplacement des populations originaires des quartiers centraux des villes. En décembre, leur campagne a remporté une **victoire** éclatante lorsque le gouvernement du Cap a décidé d'attribuer un terrain alors désaffecté au développement de quartiers résidentiels destinés à des foyers à revenus mixtes, y compris à des logements sociaux.

La pénurie de logements est une préoccupation croissante en **Irlande**, en particulier dans la capitale, Dublin, où, en octobre, le rassemblement «**Raise the Roof**» (Elever le toit) s'est tenu devant le parlement irlandais, réunissant des groupes activistes et communautaires, des syndicats, des syndicats d'étudiants et des partis politiques en faveur d'un changement radical de la politique du logement. Toutefois, le mois précédent, la police a joint ses forces à des gardes de sécurité privés afin d'**expulser** un groupe de manifestants pacifiques qui avaient occupé un immeuble vacant dans le

centre de Dublin. Le collectif « **Take Back the City** » (repreons la ville), qui avait organisé l'occupation, s'est plainte de la complicité de la police avec des agents de sécurité privés, du fait que ces derniers ne portaient pas de signe d'identification clair et du caractère répressif de l'expulsion : la force physique était utilisée et cinq personnes ont été arrêtées et quatre hospitalisées. Pourtant, les manifestations ont continué et, au mois de décembre, plus d'un millier de personnes a participé à une **manifestation** contre les expulsions forcées dans la région du comté de Roscommon. Ainsi, des milliers de personnes ont **défilé** à Dublin lors d'une manifestation soutenue par des OSC, y compris des syndicats et des groupes d'action communautaire, pour demander au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour remédier à la crise du logement.

Taiwan a vécu des manifestations contre les expulsions forcées. Les résidents de la communauté Daugan à Taipei, capitale de Taiwan, sont victimes d'expulsions forcées après avoir **perdu** une bataille juridique sur le droit foncier avec le Conseil des anciens combattants. En août, lors de deux **manifestations** contre les expulsions, plusieurs manifestants ont été emmenés, battus et détenus par la police dans des zones barricadées.

Même dans les contextes où les manifestations se présentent de manière exceptionnelle, du fait de conditions particulièrement répressives, le logement reste le problème qui motive les citoyens à exprimer leur désaccord. En **Corée du Nord**, l'un des pays les plus fermés au monde, une **manifestation** inhabituelle a eu lieu au mois de novembre dans la ville de Hyesan. Les habitants de maisons démolies en vue de la reconstruction d'un immeuble ont appris que le nouveau bâtiment ne leur était pas destiné, mais qu'il l'était aux responsables du parti au pouvoir. Selon certaines informations, les anciens résidents auraient été obligés de vivre dans des tentes à la périphérie de la ville. De la même façon, au **Kazakhstan**, où l'espace pour la dissidence est **menacé**, un groupe de femmes a **manifesté** contre leur expulsion imminente devant le siège du gouvernement à Astana, la capitale, au mois de janvier. Ces femmes se sont plaintes de ce qu'un accord précédent leur permettant d'acheter leur appartement n'avait pas été respecté et que le nouveau propriétaire avait maintenant l'intention de

les expulser. Toutefois, plutôt que d'écouter leurs plaintes, les autorités les ont accusé de «petit hooliganisme», les ont condamnées à une amende et les ont mises en détention.

Avec l'escalade des protestations sur le logement, on peut également s'attendre à ce que les mesures visant à les réprimer se multiplient. Un nouveau décret sur la sécurité introduit en **Italie** en octobre a **augmenté** les sanctions imposées aux personnes occupant des bâtiments et à ceux occupant des locaux, une tactique populaire utilisée par les activistes du logement.

LES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LA CORRUPTION AU PREMIER PLAN

Peu d'événements ont plus de pouvoir pour attirer les personnes dans la rue que l'exposition de la corruption à grande échelle, dans laquelle les élites politiques et économiques sont impliquées. Les manifestations contre la corruption révèlent souvent un certain nombre d'autres préoccupations. La plupart des exemples ci-dessus, y compris l'Irak, l'Afrique du Sud, le Soudan et l'Ukraine, témoignent de la colère contre la corruption, mais ce ne sont pas les seuls cas, comme en témoignent les exemples suivants.

ROUMANIE ET MOLDAVIE: PRÉOCCUPATIONS PERSISTANTES EN MATIÈRE DE CORRUPTION

La **Roumanie** accueille, depuis **2017**, des manifestations massives contre les tentatives du gouvernement visant à affaiblir les peines sanctionnant la

“
LE FAIT QUE
BEAUCOUP DE
MEMBRES DE LA
VASTE DIASPORA DE
ROUMANIE SOIENT
RENTRÉS CHEZ EUX
POUR PARTICIPER
AUX PROTESTATIONS
TÉMOIGNE DE LA
COLÈRE PERSISTANTE
DE LA POPULATION.
”

corruption. Beaucoup ont accusé le parti au pouvoir d'essayer d'introduire des « mesures douces » pour permettre à ses propres responsables corrompus de s'en sortir. Comme pour la Hongrie et la Pologne [voir section 3], les responsables de l'Union européenne (UE) ont suivi attentivement le cas de la Roumanie, **avertissant** son gouvernement qu'il risquerait de subir des sanctions pour violation des règles de l'UE s'il persistait à prendre des mesures affaiblissant les sanctions contre la corruption et l'indépendance judiciaire. De manière hypocrite, le gouvernement persiste dans son intention d'introduire des punitions moins sévères tout en prenant l'initiative d' **introduire** une nouvelle loi obligeant les OSC à respecter des normes de rapportage **intrusives**, comme par exemple l'obligation de publier le nom de tout donateur, et de forcer la fermeture des OSC qui ne respectent pas ces normes.

De manière prévisible, des manifestations se sont **déclenchées** à nouveau au cours des premiers mois de 2018, alors que le gouvernement semblait déterminé à appliquer des sanctions moins sévères contre la corruption, alors que le chef du parti au pouvoir, **Liviu Dragnea**, était condamné à une peine de prison après une condamnation pour abus de pouvoir, en plus de sa condamnation antérieure pour fraude électorale. En janvier, environ 50 000 personnes ont défilé dans la capitale, Bucarest, et les manifestations se sont poursuivies, notamment après la destitution de **Laura Codruta Kovesi**, responsable de l'agence anti-corruption en Roumanie, au mois de juillet. En août, environ 100 000 personnes ont participé à une nouvelle **manifestation** anti-corruption à Bucarest et d'autres manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes roumaines. Le fait que beaucoup de membres de la vaste **diaspora** de Roumanie soient rentrés chez eux pour y participer témoigne de la colère persistante de la population. La pauvreté persistante, en partie alimentée par la corruption, a amené de nombreux Roumains à travailler à l'étranger et à envoyer de l'argent chez eux. Les manifestations du mois d'août ont toutefois suscité la répression: après qu'un groupe eut tenté de franchir un cordon de sécurité de la police, les forces de sécurité ont réagi avec une force aveugle et démesurée, utilisant des gaz lacrymogènes, du gaz poivré et des canons à eau. Plus de **400 personnes** ont nécessité un traitement médical et une personne est décédée plus tard à l'hôpital après avoir inhalé du gaz lacrymogène. Il y avait des journalistes parmi les personnes attaquées, ce qui permet de penser que les médias étrangers, en particulier, ont été ciblés avec l'objectif d'entraver les reportages internationaux et de tenter d'éviter que le gouvernement ne soit embarrassé pour sa gestion médiocre en matière de corruption.

En signe de division à la tête du gouvernement, le président Klaus Iohannis a condamné l'action policière **disproportionnée**, mais, le premier ministre Viorica Dăncilă, à son tour, l'a accusé d'incitation à la révolte. Les politiciens du parti au pouvoir ont continué à se montrer inflexibles en affirmant que la violence de la police était nécessaire. Ils ont dénoncé la société civile, en accusant les organisateurs de la

manifestation d'avoir tenté de réaliser un coup d'État. En outre, ils ont affirmé que la violence avait été planifiée par les organisateurs de la manifestation et ont demandé une enquête sur le financement des manifestations. Pour faire montre d'opposition, plus de 650 personnes ont porté plainte contre la police. En septembre, ces plaintes semblaient justifiées lorsque le chef de la police anti-émeute et trois hauts responsables ont été **accusés** de violence envers les manifestants. Défiant la violence, des **nouveaux rassemblements** ont eu lieu après les affrontements.

En novembre, lorsqu'un autre scandale de corruption a éclaté, la réponse du gouvernement a été, comme d'habitude, évasive. Le scandale #TeleormanLeaks a **révélé des liens** entre de hauts responsables du parti au pouvoir, y compris Liviu Dragnea à nouveau, et Tel Drum, une entreprise de construction de routes sous investigation pour des allégations d'utilisation frauduleuse de fonds de l'UE. Le gouvernement a réagi en ordonnant que le projet RISE, une organisation de journalisme de recherche roumaine qui a lancé le reportage, en dévoile les sources, offrant ainsi un premier exemple de la manière dont les États pourraient abuser du nouveau règlement sur la protection des données (RGPD) de l'UE pour supprimer les critiques. Les citoyens roumains méritent une réponse plus responsable de leur gouvernement.

La **Moldavie**, le pays voisin de la Roumanie, a également été témoin de manifestations continues contre la corruption en 2018. En août, des dizaines de milliers de personnes se sont **rassemblées** dans la capitale, Chișinău, contre la corruption du gouvernement et ses liens présumés avec la criminalité organisée. La colère contre la corruption est très répandue en Moldavie depuis 2015, année où il a été **révélé** qu'en 2014, l'équivalent d'un huitième du PIB de la Moldavie avait été détourné de trois banques vers des comptes à l'étranger. L'écart devait ensuite être comblé par les caisses de l'État, ce qui signifie que la corruption systématique pourrait avoir un impact direct sur la capacité des personnes à accéder aux services essentiels que l'État est censé fournir. La colère de la population à propos de la corruption s'est accrue en 2018, en particulier après **l'annulation** de la victoire du candidat de l'opposition à l'élection de la mairie de Chișinău en juin par le tribunal, ce

qui a provoqué des manifestations qui ont duré plusieurs jours. La décision de laisser un maire suppléant jusqu'aux prochaines élections de 2019, a été prise après que les deux candidats aient été jugés coupables d'avoir violé les règles électorales en faisant campagne sur les réseaux sociaux le jour du scrutin. Comme preuve de polarisation du pouvoir et de l'enracinement de la corruption, les contre-manifestations du mois d'août ont été organisées par des sympathisants de l'homme politique et homme d'affaires Ilan Sor, prétendument lié à la fraude bancaire de 2014.

MALAWI: PAIEMENTS POLITIQUES DANS UN PAYS PAUVRE

Le **Malawi** a été secoué par le «**scandale 4 milliards de kwachas**» qui a éclaté en mars, quand le gouvernement aurait transféré des fonds d'une ligne budgétaire secrète à des parlementaires qui avait aidé à envoyer aux oubliettes la proposition de loi progressiste sur la réforme électorale. Avant les élections prévues pour mai 2019, on soupçonnait le Parti démocratique progressiste (ou DPP en anglais) au pouvoir d'essayer de mettre toutes les chances de son côté. Dans un pays souvent classé parmi les plus pauvres d'Afrique, cet usage tout à fait généreux des ressources de l'État a suscité la colère publique et ces révélations ont provoqué des protestations en avril.

Nous avons demandé à **Timothy Pagonachi Mtambo**, du **Centre for Human Rights and Rehabilitation** (centre pour les droits humains et la réhabilitation) de parler du contexte du scandale et des manifestations d'avril :

Des manifestations ont suivi le scandale des 4 milliards de kwachas, par lequel certains membres du parlement – principalement ceux représentant le DPP – ont reçu des paiements en guise de remerciement de la part de l'État pour avoir rejeté le projet de loi progressiste sur les réformes électorales. Ce scandale a soulevé de graves questions de gouvernance et de redevabilité, notamment la

question de la confiance des contribuables sur l'utilisation de leur argent et la trahison de la confiance de la population.

Les manifestations nationales du 27 avril ont exigé du gouvernement dirigé par le DPP plus de transparence et plus de redevabilité. Les manifestations étaient dirigées par le Centre for Human Rights and Rehabilitation et ses partenaires, sous la bannière de la Coalition des Défenseurs des Droits Humains au Malawi. Les manifestations ont impliqué des patriotes du Malawi, déçus par le scandale des 4 milliards de kwachas (environ 390 millions de dollars américains) et par la détérioration de l'état de gouvernance au Malawi. La preuve en est l'abus de l'exécutif et la manipulation des ressources publiques destinées à servir les intérêts des Malawites, le coût de la vie élevé, le népotisme, les hauts niveaux de corruption et l'utilisation abusive de l'argent des contribuables pour récompenser les amis politiques du régime. La population est également mécontente des pannes d'électricité permanentes, du taux de chômage alarmant chez les jeunes et de la pénurie de médicaments et de personnel médical dans les hôpitaux, entre autres problèmes.

Les manifestations se sont déroulées dans un environnement menaçant, comme le rapporte Timothy:

La veille des manifestations, les partisans du DPP ont sillonné les villes, portant les couleurs du parti, répandant la violence et la haine, en disant aux populations de ne pas participer à la marche. Ils ont menacé toute personne participant aux manifestations du 27 avril qu'elle aurait affaire à eux, et ce en présence de hauts dirigeants du DPP et du ministre de l'Information. Certains citoyens avaient tellement peur qu'ils ne sont pas venus, mais des milliers d'autres, qui connaissent la propagande du DPP, ont contesté ces menaces et ont participé à la journée.

Les manifestations ont été très nombreuses. Ce fut quelque chose d'historique et une indication que les Malawites étaient lassés de l'impunité et de la corruption. Au total, environ 35 000 manifestants

ont participé et la capitale, Lilongwe, comptait le nombre le plus élevé, avec plus de 13 000 personnes.

Au cours des manifestations, en particulier à Lilongwe, la police a tenté de provoquer la violence des manifestants, notamment en les empêchant de se diriger vers le siège du gouvernement. Heureusement, les citoyens sont restés calmes.

Alors que les manifestants avaient remis une pétition aux autorités, le gouvernement ne semblait pas prêt à écouter. Plutôt que d'être conscient des inquiétudes de la population, le président Peter Mutharika a accusé les partisans de la protestation de s'être associés à une insurrection contre le gouvernement. Les citoyens du Malawi espéreront mieux de la part de leur classe politique. Pendant ce temps, à l'approche des élections, au début de 2019, les violences pour des raisons politiques ont **augmenté de manière apparente**. Les citoyens du Malawi attendent quelque chose de mieux de la part de leur classe politique.

GUATEMALA, HAÏTI, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: DES ETATS D'IMPUNITÉ

La corruption reste également un grave problème politique au **Guatemala**. Le président Jimmy Morales est depuis longtemps en désaccord avec la Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), soutenue par l'ONU, et notamment avec son président, Iván Velásquez. Les enquêtes de la CICIG, en collaboration avec le procureur général du Guatemala, ont alimenté la colère populaire et les manifestations de masse qui ont conduit à **l'éviction**, en 2015, de l'ancien président, Otto Pérez Molina, encore en détention pour corruption. Après avoir bénéficié des enquêtes de la Commission pour s'emparer du pouvoir, le président Morales est devenu de plus en plus réticent à mettre l'accent sur son propre comportement.

Ainsi, en 2017, après que la Commission a commencé à enquêter sur le prétendu financement illégal de la campagne électorale lors des élections de 2015 auprès du président et de ses collaborateurs, il a d'abord essayé d'expulser Velásquez du Guatemala.

Au mois d'août, la situation s'est aggravée lorsque le président Morales a **annoncé** que son gouvernement ne renouvellerait pas le mandat de la CICIG et a déclaré que Velásquez ne serait pas autorisé à revenir au Guatemala. Comme menace, des véhicules militaires ont été **dépêchés** en entourant le siège de la Commission. La décision signifiait que, dans son état actuel, le mandat de la CICIG allait expirer en septembre 2019. Au mois de septembre, la Cour constitutionnelle du Guatemala a infirmé la décision, en ordonnant au président Morales de laisser Velásquez rentrer dans le pays. Cependant, le gouvernement a rejeté la décision de la Cour et déclaré qu'il n'accepterait pas Velásquez à la tête de la CICIG. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour **protester** contre cette décision et, pendant une semaine, des tronçons de l'autoroute panaméricaine ont été **bloqués** par des manifestations dirigées par des communautés autochtones. Néanmoins, les manifestants ont été accueillis par une forte présence militaire et policière. Le Médiateur guatémaltèque pour les droits humains, Jordán Rodas Andrade, a dénoncé la forte présence militaire lors des manifestations, dont l'objectif était d'intimider les manifestants, selon lui. À la suite de sa dénonciation, la Cour constitutionnelle a ordonné au gouvernement de respecter le droit des citoyens à manifester pacifiquement contre la décision gouvernementale.

En réponse, le gouvernement s'est retourné contre Jordán Rodas, essayant de le démettre de ses fonctions. Il avait déjà été interrogé par le Congrès National pour sa participation à une manifestation organisée à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes, affirmant que cela allait contre la religion catholique. À son tour, la société civile s'est **rassemblée** pour le défendre et la Conférence Episcopale du Guatemala a condamné les distorsions du gouvernement. Jordán Rodas a également **déclaré** qu'il avait tenté de rencontrer le président Morales avec les OSC pour discuter du manque de protection des défenseurs des droits humains au Guatemala, mais ses tentatives avaient été rejetées.

Alors que le gouvernement était de plus en plus paranoïaque au sujet des conséquences de toute enquête, il n'était pas étonnant que la mission de la société civile internationale au Guatemala, organisée en août, ait constaté une même stratégie de violences **systématiques** contre les défenseurs des droits humains et un climat d'impunité, celles-ci ayant manifestement **augmenté** en 2018. Cette année, les activistes LGBTQI, les défenseurs des droits des peuples autochtones et les **journalistes**, en particulier, ont été la cible d'attaques et d'**assassinats**. De plus, lors d'une vague de **condamnations**, des protecteurs des droits humains reconnus coupables d'accusations fallacieuses ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement. À mesure que l'enjeu devient plus important, un gouvernement



Les citoyens guatémaltèques ont continué les protestations contre la corruption profondément enracinée de l'Etat, après avoir obtenu la démission du président en 2015.

Crédit: Fabricio Alonzo/Anadolu Agency/Getty Images

contesté par des accusations de corruption ne peut que s'attaquer davantage à ceux qui travaillent pour dénoncer ses excès.

Des problèmes de corruption sont également apparus en **Haïti**, où des **manifestations** anti-corruption ont eu lieu dans tout le pays en novembre, à la suite d'accusations selon lesquelles des milliards de dollars investis par le programme **vénézuélien** « Petrocaribe » ont été volés par des politiciens. Alors que de nombreux hauts dirigeants étaient impliqués dans le scandale, aucun d'entre eux n'a été poursuivi, ce qui suggère une impunité enracinée, avec le président Moïse Jovenel accusé de bloquer l'action. A la suite des affrontements avec la police, au moins six personnes ont été tuées, ce qui a provoqué que la population s'indigne à nouveau.

Nous avons demandé à **Jean Marc-nel Etienne**, de **l'Union des Frères pour un Développement Alternatif Intégré**, de décrire les manifestations et leur contexte:

Les manifestants demandaient « Où est le fonds du Petrocaribe ? ». Ils demandaient une enquête sur un détournement de fonds du programme vénézuélien Petrocaribe, qui fournissait du pétrole brut aux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale à des conditions très généreuses. L'année dernière, le Parlement haïtien a publié un rapport reprochant à d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement des irrégularités dans l'utilisation de ces fonds, mais aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les manifestants ont donc exigé des sanctions à l'encontre de ceux qui avaient détourné les fonds de Petrocaribe. D'autres pays de la région ont utilisé ces fonds pour des projets d'infrastructure, alors qu'en Haïti, ils ont fini dans la poche de quelques-uns. De l'avis de plusieurs analystes, l'affaire Petrocaribe est la plus grande opération de corruption et de détournement de fonds publics et le plus grand crime financier de l'histoire d'Haïti. Les responsables doivent être jugés et envoyés en prison.

Beaucoup de jeunes se sont mobilisés pour demander de l'action. Alors que la lutte pour éclaircir l'utilisation frauduleuse du fonds Petrocaribe n'était pas née sur les réseaux sociaux, mais plutôt déclenchée par un

rapport parlementaire, le mouvement s'est considérablement accru grâce à l'activisme en ligne, avec le hashtag #PetrocaribeChallenge.

Ce défi a dépassé les réseaux sociaux et a pris une nouvelle dimension en descendant dans la rue. En plusieurs endroits à Haïti et parmi la diaspora haïtienne à l'étranger, des milliers de manifestants ont défilé, leur nombre augmentant de façon exponentielle chaque jour. Munis de pancartes, d'affiches et de banderoles, scandant des propos hostiles aux autorités politiques et judiciaires ; ils ont interpellé avec véhémence le gouvernement en place pour que lumière soit faite sur l'utilisation des fonds Petrocaribe.

Le 17 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, principalement de manière pacifique, dans presque toutes les grandes villes d'Haïti. L'événement a rassemblé des personnes très diverses et il y a eu de violents affrontements entre la police, qui a tiré à plusieurs reprises à balles réelles, avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, et des manifestants qui ont riposté en lançant des pierres et des bouteilles et en érigeant des barricades enflammées. Et à nouveau à la mi-novembre, des manifestations ont eu lieu jour après jour, toujours avec de violents affrontements avec la police. Cette fois, les manifestations se sont transformées en une sorte de référendum contre le président, de nombreux membres de l'opposition politique ayant profité des mobilisations pour exiger sa destitution.

Le 18 novembre a abouti à des crimes impensables. De nombreuses personnes ont été tuées, en plus de celles ayant été tuées lors de manifestations précédentes, y compris de jeunes enfants, et plusieurs personnes chez elles.

Après la mort des manifestants, une **grève générale** a paralysé la quasi-totalité d'Haïti et les **manifestations** se sont poursuivies, forçant le président, qui n'avait pas réagi aux manifestations précédentes et aux **demandes** croissantes de démission, à lancer un appel au calme. Mais lorsque les dirigeants de l'opposition ont saisi les manifestations à leurs propres fins, la question était de savoir comment l'élan de protestation pouvait conduire à

un vrai changement, plutôt qu'à la simple rotation de dirigeants corrompus qui a trop souvent caractérisé les changements politiques apparents en Haïti. Comme Jean le souligne, la nécessité d'un changement, dans un contexte où la mauvaise administration fait d'Haïti le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidentale, est profonde:

Une situation prérévolutionnaire est-elle ainsi créée ? Si oui, à qui cela profite-t-il ? Si l'on scrute attentivement quelques périodes charnières de l'histoire des révolutions, on constate qu'à la différence des révolutions du temps passé, les révolutions modernes sont faites par une minorité contre la majorité. Effectivement, quand on parle de "mobiliser les masses", on n'a en fait qu'un seul but : les immobiliser. Lorsque les agitateurs, instigateurs, meneurs, "leaders du peuple" auto-proclamés, charlatans, démagogues et faux-prophètes y sont parvenus au nom de la démocratie, c'est-à-dire lorsque cette majorité aura été frappée d'une paralysie généralisée, pétrifiée sur place, les "fruits" de la révolution leur tomberont dans la main comme une pierre descellée.

Si nous prenons en compte la réalité d'Haïti, et en particulier le niveau des inégalités sociales, nous pouvons dire que les conditions de la démocratie ne sont pas réunies et qu'elles ont été bafouées par nos propres dirigeants. La population haïtienne a été laissée à elle-même. De nombreuses mesures semblaient avoir été prises pour améliorer notre situation, mais elles sont toutes restées sur le papier sans aucun impact sur la vie quotidienne de la population.

La situation est restée tendue au début de 2019. En février 2019, suite à la publication d'un rapport sur le scandale de corruption, de nouvelles **manifestations** impliquant des milliers de personnes ont été marquées par des violences qui ont coûté la vie à au moins sept personnes.

Pendant ce temps sur l'île d'Hispaniola en **République Dominicaine**, la colère contre la corruption a également créé des remous en 2018. Le Mouvement de la Marche verte a **mobilisé** des milliers de personnes contre l'impunité envers

la corruption en 2017, alors que le vaste scandale de corruption à **Odebrecht** était sur le devant de la scène, impliquant des gouvernements de l'Amérique latine, notamment le **Brésil** [voir la section 3]. La Marche verte a maintenu le problème en 2018: des milliers de personnes ont **défilé** dans la capitale, Saint-Domingue, en août, pour exiger la fin de l'impunité. En janvier, une **manifestation** contre le scandale Odebrecht a également eu lieu à **Panama**.

ACTION SYNDICALE 2018

Comme le suggèrent, entre autres, les exemples ci-dessus du Gabon, de la Guinée et du Panama, au cours de l'année 2018 les syndicats ont démontré leur force en organisant des actions collectives et en remportant des victoires sur des questions économiques et de gouvernance dans le monde entier. Le pouvoir de l'action collective a également été célébré dans les nombreuses manifestations du 1er mai organisées dans le **monde entier**, les travailleurs profitant souvent de l'occasion pour exiger de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. **L'Asie** était un foyer de manifestations. À **Taïwan**, par exemple, les manifestants ont réclamé une augmentation de salaire de 10% et de meilleures conditions de travail. À Hong Kong, la population réclamait le salaire minimum et aux **Philippines**, le peuple a appelé à la fin des contrats de travail à court terme, une promesse de la campagne de 2016 du président Rodrigo Duterte toujours pas respectée. Pour démontrer que la revendication de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail est bien une question politique, les manifestations du 1er mai ont été violemment réprimées dans de nombreux contextes, car elles remettaient en question le pouvoir économique et politique enraciné. Cela incluait la détention des défenseurs de la cause des personnes en situation de handicap en **Russie**, des échauffourées entre policiers et manifestants en **Turquie** et l'intervention de la police anti-émeute pour mettre fin à une marche, interdite au préalable, en faveur d'un salaire minimum plus élevé au **Cambodge**.

Au mois de janvier, les **Fidji** ont obtenu une victoire en faveur des droits du travail, lorsque les travailleurs de l'aéroport, exclus du lieu de travail après



En mai, les syndicats grecs ont convoqué une grève d'une journée contre les mesures d'austérité annoncées.

Crédit: Milos Bicanski/Getty Images

avoir assisté à une réunion sur la mauvaise gestion en décembre 2017, ont remporté la **victoire** du tribunal leur permettant de retourner au travail sans répercussion tout en recevant leurs arriérés sur salaire. En amont de cette décision, des milliers de personnes avaient manifesté pour soutenir les travailleurs lors d'une manifestation organisée par le Congrès des syndicats de Fidji (FTUC), qui était prêt à organiser une grève nationale pour soutenir les travailleurs.

Cependant, certains de ceux qui ont soutenu les travailleurs de l'aéroport ont été victimes de représailles. **Netani Rika**, rédacteur en chef du magazine Islands Business, a été interrogé par la police après avoir écrit un article sur le litige. Le dirigeant du syndicat des travailleurs de l'aéroport, **Jay Dhir Singh**, a été reconnu coupable de proposer un scandale autour des tribunaux après avoir accusé le système judiciaire d'être contrôlé par un ministre. Il a été condamné à trois mois de prison en juin. Le FTUC s'est vu également refuser à plusieurs reprises l'autorisation d'organiser des manifestations, notamment en février, **avril** et septembre, souvent au dernier moment et sans motif valable, mis à part les raisons apparemment infondées selon lesquelles le chef du FTUC serait sous le coup d'une enquête.

En février, le FTUC a exprimé sa préoccupation au sujet de la décision du gouvernement d'imposer aux fonctionnaires des contrats individuels à durée déterminée, marquant ainsi la fin des négociations collectives. Cela a été condamné par les syndicats comme une dégradation des droits du travail et comme une **atteinte** à la force syndicale collective, qui a joué un rôle important pour que le gouvernement fidjien se porte garant des normes relatives aux droits humains. Avant les élections de novembre **[voir la section 3]** qui ont été **âprement disputées** et qui ont abouti à une faible majorité du parti au pouvoir, le fossé entre le gouvernement et les syndicats s'était élargi. En septembre, le FTUC a **déclaré** que les droits des travailleurs étaient pire que jamais à Fidji et que les syndicats étaient attaqués.

Les travailleurs du secteur public se sont mis en **grève** au **Costa Rica** en septembre pour rejeter un programme d'austérité du gouvernement prévoyant des réductions d'avantages pour les travailleurs du secteur public

et la taxation des biens et des services auparavant exemptés. La grève, considérée comme la plus importante depuis de nombreuses années, a duré plusieurs jours avant que le gouvernement n'accorde des concessions aux syndicats et 'accepte de ne prendre aucune mesure de représailles à l'encontre des personnes impliquées dans la grève. Alors que des étudiants de l'Université du Costa Rica manifestaient leur soutien à la grève des policiers sont entrés sur le campus et des affrontements ainsi que des arrestations se sont ensuivies. Les autorités de l'université et les étudiants ont dénoncé cette violation de l'autonomie de l'Université et le gouvernement a décidé de créer une commission d'enquête sur l'incident. Toutefois, ces manifestations risquaient de devenir de plus en plus difficiles à organiser dès le mois suivant, lorsque les membres du Congrès ont signé un projet de loi permettant d'imposer une amende aux employés pour avoir fait grève, si leur employeur déposait une pétition pour déclarer la grève illégale. Les tribunaux du Costa Rica ont une certaine expérience en affirmant que les grèves sont illégales parce qu'elles ne sont pas directement liées aux questions de travail.

La Grèce a connu une grande action syndicale depuis la crise économique de 2008 et l'introduction de mesures d'austérité strictes qui ont considérablement réduit les services publics et provoqué une augmentation du chômage: on estime à 50 le nombre de grèves générales en Grèce depuis 2008. En novembre, des fonctionnaires se sont mis en grève et ont manifesté devant le Parlement pour défendre leurs salaires et leur retraite, tandis que les employés municipaux protestaient contre les récents décès de travailleurs sur leur lieu de travail. Le mois précédent, une grève avait provoqué la fermeture de l'emblématique Acropolis suite à la possible privatisation de plusieurs sites clés. Mais l'action syndicale n'est devenue que plus difficile après l'introduction de nouvelles règles en janvier, relevant le seuil de majorité qualifiée des voix pour appeler à la grève: les syndicats ont désormais besoin du soutien de la moitié de leurs membres au lieu d'un tiers, comme précédemment.

GUINÉE: LES MANIFESTATIONS DES TRAVAILLEURS SE MÊLENT À LA COLÈRE ÉLECTORALE

En Guinée en 2018, la colère de l'opinion publique à propos des salaires et des conditions de travail s'est mêlée à la fureur de l'opposition face aux résultats des élections locales de février. Durant un mois, entre février et mars, une grève des enseignants a fermé les écoles. Elle s'est terminée lorsque le gouvernement a accepté d'augmenter les salaires des enseignants, et parmi d'autres exigences a notamment assuré les participants à la grève qu'ils ne seraient ni poursuivis ni sanctionnés. Au cours de la grève, des milliers de personnes ont participé à une manifestation pour réclamer sa résolution, mais lorsque de nombreux membres de la société civile ont soutenu la grève des enseignants, le président leur a reproché d'essayer de déstabiliser le pays. Puis, à cause de problèmes cruciaux non résolus, une autre grève des enseignants a débuté en octobre.

Les grèves des enseignants ont mis en lumière des problèmes plus vastes en Guinée. En février, l'Union Générale des Travailleurs de Guinée (UGTG) a appelé à une grève générale pour protester contre la mauvaise gestion des contributions au Fonds National de Sécurité Sociale, ainsi que contre l'indifférence de l'État à l'égard des accidents du travail et des risques professionnels, de la politisation de l'administration et des obstacles au plein exercice des droits syndicaux. Cependant, le gouvernement guinéen s'est encore montré suspicieux envers l'action syndicale en mai lorsque Aboubacar Sidiki Mara, secrétaire général adjoint de l'UGTG, a été arrêté alors qu'il enquêtait sur les conditions de travail dans la ville minière de Boké. Il a été condamné à six mois de prison en juin, avec quatre mois de sursis, pour «appeler à un rassemblement illégal». A la même période, lorsque

les travailleurs portuaires ont protesté contre l'octroi d'une concession à une société turque, les forces de sécurité les ont dispersés avec du gaz lacrymogène et ont arrêté le dirigeant du syndicat des travailleurs du port. Il a été condamné pour diffamation à une peine de 13 jours. Ces actions contre les dirigeants syndicaux démontrent que le gouvernement durcit sa position contre les syndicats face à plusieurs manifestations et grèves, au lieu de négocier pour aider à réaliser le changement nécessaire et faire en sorte que les travailleurs manifestent moins.

Les manifestations syndicales en Guinée ont été marquées par des troubles politiques. En février, les élections locales ont eu lieu pour la première fois depuis 2005 et la plupart des sièges ont été remportés par le parti au pouvoir. Le parti de l'opposition, qui a remporté la capitale, Conakry, a contesté les résultats, dénonçant une fraude. Des affrontements ont éclaté entre les partisans des deux partis après l'annonce des résultats : des maisons ont été incendiées et au moins sept personnes ont été tuées. Les violences post-électorales et le recours à une **force** excessive et meurtrière par les services de sécurité ont été condamnés par la société civile nationale et internationale. La dispute a duré jusqu'en 2018, avec des manifestations de type «ville morte» menées par l'opposition à Conakry. Lorsque les négociations entre le gouvernement et l'opposition ont échoué en mai dernier, de violents affrontements ont éclaté entre l'opposition, les sympathisants du parti au pouvoir et les forces de sécurité, faisant au moins 15 morts. C'est dans cet environnement polarisé que le gouvernement coincé a attaqué l'action syndicale.

BOLIVIE: L'ACTION SYNDICALE DANS UN CONTEXTE POLARISÉ

Le contexte en **Bolivie** a été caractérisé par une polarisation politique autour de la détermination apparente du président en exercice, Evo Morales, à se porter de nouveau candidat en octobre 2019, défiant à la fois la Constitution et le résultat d'un **référendum** sur la question en 2016 [\[voir la section 3\]](#).



Les travailleurs de la santé en grève se sont mobilisés dans plusieurs villes boliviennes.

Crédit: Facebook, Colegio Médico de Santa Cruz, Bolivie.

Mais ce n'était pas le seul épisode que la Bolivie a connu en 2018, puisqu'elle a également été marquée par une importante grève des agents de la santé. **Javier Gómez Aguilar** du **Centre d'études sur le travail et le développement agraire** décrit l'action syndicale :

*Une mobilisation clé de 2018, qui a débuté fin 2017, a été celle des médecins. Les professionnels de la santé ont mené une longue grève et organisé de **nombreuses manifestations** contre un nouvel article du Code Pénal introduisant des sanctions allant de cinq à neuf ans de prison pour négligence médicale et faute professionnelle, à la suite d'une procédure qui n'était rien d'autre qu'une mascarade administrative.*

Les agents de santé se sont mobilisés pendant les vacances de fin d'année de 2017 et jusqu'au 21 février, jour où les citoyens se sont mobilisés pour garder en tête le fait qu'en 2016, le président Evo Morales avait perdu un référendum qui aurait dû lui refuser la prérogative de se porter candidat pour un autre mandat.

Étant donné le contexte polarisé, la violence à laquelle les agents de santé ont fait face n'était peut-être pas surprenante, comme le rapporte Javier :

*Au cours des manifestations de travailleurs de la santé, plusieurs incidents de confrontation, de violence et de persécution ont eu lieu. En janvier, la police a **violemment fait irruption** au couvent de San Francisco, dans la capitale, La Paz, et a arrêté des médecins et des étudiants en médecine qui y avaient trouvé refuge suite à la répression à laquelle ils étaient confrontés après avoir tenté de bloquer le passage du Paris-Dakar, traversant alors la Bolivie. C'était incroyable: historiquement, l'église en Bolivie protège diverses protestations, y compris des grèves de la faim contre la dictature, et jusqu'à présent, il n'y avait eu aucune intervention de ce type. Il n'y a presque plus d'espaces à l'abri de la répression étatique.*

Dans le cas des agents de santé, la mobilisation s'est arrêtée lorsque le Code Pénal a été abrogé.

Alors que les agents de santé ont finalement été victorieux, la façon dont l'État a abordé leurs protestations- conclut Javier- met en lumière l'opposition et la mentalité politisée avec laquelle le parti au pouvoir accueille toute critique.

Face à chaque mobilisation, l'appareil d'État se comporte de la même manière, même lorsqu'il fait face à des demandes sectorielles n'impliquant pas nécessairement un défi politique : le gouvernement laisse les conflits s'aggraver, il nourrit la polarisation, il attend les échauffourées et les affrontements avec la police, puis accuse les dirigeants des groupes mobilisés d'être derrière la violence pour les arrêter et les poursuivre. Les membres de l'opposition se rangent du

“

HISTORIQUEMENT, L'EGLISE EN BOLIVIE PROTÈGE DIVERSES PROTESTATIONS, Y COMPRIS DES GRÈVES DE LA FAIM CONTRE LA DICTATURE, ET JUSQU'À PRÉSENT, IL N'Y AVAIT EU AUCUNE INTERVENTION DE CE TYPE.

”

côté de ces mouvements, arguant que le gouvernement ne les écoute pas et que les conflits qui étaient à l'origine sectoriels ou territoriaux finissent par être traités comme des tentatives de déstabilisation orchestrées par l'opposition.

En parallèle, au **Paraguay**, pays voisin, des milliers de syndicalistes ont **défilé** en juin pour protester contre la proposition du gouvernement de modifier la réglementation des retraites. L'année a également été marquée par des manifestations **d'agriculteurs** en ce qui concerne la réforme agraire et, par une manifestation à l'encontre des étudiants, contre la corruption et l'apparente impunité des représentants de l'État en août.

HOSTILITÉ CONTRE L'ACTION SYNDICALE

Dans plusieurs des exemples ci-dessus, les États ont décidé de limiter le potentiel d'action collective. On se souviendra de l'année 2018 comme celle de l'action syndicale contrée par la répression souvent violente exercée par l'État dans de nombreux pays.

Le **Swaziland** – ou eSwatini, comme le seul monarque absolu de l'Afrique, le roi Mswati III, l'a **renommé** unilatéralement en avril – a été témoin de plusieurs manifestations syndicales en 2018, qui ont été réprimées. En août, des **enseignants** sont descendus dans les rues pour protester contre l'échec du gouvernement d'offrir le coût prévu de l'allocation de subsistance aux fonctionnaires. Lorsque les manifestants ont jeté des pierres et bloqué des routes, les forces de l'ordre, dans une réaction disproportionnée, ont tiré à balles réelles. En **septembre**, de nouvelles manifestations ont eu lieu pour soutenir la grève des enseignants exigeant une augmentation de l'évaluation du coût de la vie. Des grenades assourdissantes ont été utilisées pour disperser la foule. Au-delà de l'accent mis sur la rémunération, les manifestants ont été motivés par des questions plus larges tel que l'éducation, les soins de santé, les retraites et les expulsions arbitraires. L'année a également été marquée par la contestation des travailleurs du secteur public, lorsque leurs fonds de pension ont été perquisitionnés pour financer les célébrations du 50^{ème}

anniversaire du roi Mswati, un scandale dans un pays où une personne sur trois dépend de l'aide alimentaire. Des grenades assourdissantes, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc ont également été utilisés contre une **manifestation** de travailleurs en juin pour dénoncer des allégations de corruption dans la gestion du fonds de pension national.

Dans le pays voisin, au **Lesotho**, une **grève** des ouvriers, qui a eu lieu en août, a provoqué une manifestation pour réclamer une augmentation des salaires. La manifestation a été réprimée avec des balles en caoutchouc et des canons à eau et les manifestations se sont poursuivies dans une atmosphère tendue.

Les travailleurs en grève de la sucrerie de la ville de Sagay, aux **Philippines**, ont payé un prix mortel en octobre. Un groupe de **neuf** membres de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Sucre ont été abattus dans une plantation alors qu'ils participaient au premier jour d'une occupation de la terre.

Les Philippines ont, depuis longtemps, une tendance malheureusement établie de meurtres de travailleurs agricoles, ainsi que de ceux qui remettent en question le pouvoir des industries extractives et de ceux qui exigent des droits fonciers. L'impunité pour ces crimes est aussi bien enracinée. Le défenseur des droits environnementaux et des autochtones, **Ricardo Mayumi**, a été abattu en mars. Le mois suivant, le prêtre Mark Anthony Ventura, activiste anti-mines et dirigeant du mouvement paysan Ifugao, opposé à un projet hydroélectrique, a été **abattu**. En mai, Beverly Geronimo, membre de l'association d'agriculteurs Tabing Guangan et activiste anti-mines, a connu le même sort. L'impunité a également été démontrée en novembre lorsque l'avocat des droits humains, **Benjamin Ramos**, défenseur des droits des paysans et conseiller juridique donnant assistance juridique aux familles des neuf travailleurs du secteur du sucre, a été abattu par des hommes armés circulant à moto.

Aux Philippines, les attaques contre les activistes viennent d'en haut, et en février, le gouvernement a **déposé** plainte auprès du tribunal qualifiant de **terroristes** 600 activistes et critiques du gouvernement. La liste comprenait Victoria Tauli-Corpuz, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits

des peuples autochtones, une ressortissante philippine qui a critiqué le gouvernement.

Nous avons demandé à **Cristina Palabay** de l'**alliance Karapatan for the Advancement of People's Rights** (l'Alliance Karapatan pour l'Emancipation des Droits des Peuples) de raconter les défis auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains aux Philippines:

Les défenseurs des droits humains font face à des menaces constantes et croissantes et à des attaques directes, notamment des exécutions extrajudiciaires, des disparitions, des actes de torture et d'autres violations horribles des droits humains. Être défenseur des droits humains dans un pays comme les Philippines, signifie de se mettre dans la ligne de mire, car ils subissent les mêmes violations de droits contre lesquelles ils se battent. Les cibles les plus fréquentes sont des activistes locaux, des agriculteurs, des travailleurs, les peuples autochtones et des membres des organisations populaires. L'impunité qui règne envers les crimes commis contre eux perpétue le manque de redevabilité pour les violations des droits humains.

*Au cours de la **guerre fictive contre la drogue** menée par le gouvernement, de son programme de lutte anti-insurrectionnelle et du **maintien de la loi martiale** dans la région de Mindanao, les exécutions extrajudiciaires commises ou incitées par les forces de l'État se sont multipliées. Entre 2001 et décembre 2018, Karapatan a documenté le meurtre de 760 défenseurs des droits humains, essentiellement des membres de la communauté rurale et des autochtones, ainsi que des dirigeants et des membres de syndicats. Sous l'administration du président Duterte, au moins un défenseur des droits humains est tué chaque semaine. Karapatan a perdu 47 défenseurs des droits humains, qui ont été tués au cours de leur travail de documentation et de recherche sur des violations de droits.*

*Les **assassinats en masse** des activistes des droits fonciers sont fréquents, tout comme le meurtre d'avocats des droits humains travaillant bénévolement pour des paysans, des*

*environnementalistes, des activistes, des prisonniers politiques et des organisations de mouvements sociaux, comme ce fut le cas de Benjamin Ramos. Aucune catégorie de défenseurs des droits humains n'a été épargnée. Parmi les victimes figurent également **Mariam Acob**, une bénéficiaire du Fonds d'Action d'Urgence pour les droits de la femme et une assistante juridique de l'Alliance Kawahib Moro Human Rights (Alliance des droits humains Kawahib Moro), une membre de l'organisation Karapatan, qui a été assassinée à son domicile en septembre, et **Danny Boy Bautista**, un syndicaliste de la société Sumifru de Compostela Valley, abattu en octobre.*

*Les journalistes sont également systématiquement harcelés et tués: **au moins 12** ont été assassinés sous l'administration Duterte jusqu'à présent, le dernier étant Joey Llana, un animateur de radio à Albay qui a été pris dans une embuscade et abattu en juillet, après avoir été la cible de menaces de mort répétées.*

La plupart d'entre eux sont sous surveillance, menacés, harcelés, se font voler leurs photos et reçoivent des appels et des SMS menaçants. S'ils ne sont pas tués, leurs bureaux sont perquisitionnés ou brûlés pour semer la terreur parmi eux et les communautés qu'ils servent. Cela est aussi favorisé par le fait qu'ils sont systématiquement attaqués par des campagnes de diffamation, à la fois hors ligne et en ligne, qui les qualifient de « fronts communistes », de « passionnés du terrorisme », d'« anti-progrès » et même de « paresseux et de destructeurs de foyers ».

Les arrestations illégales, ainsi que la détention et la poursuite de défenseurs des droits de humains sur la base d'accusations criminelles forgées de toutes pièces sont également à la hausse. Celles-ci sont utilisées pour semer la peur et le silence parmi les défenseurs des droits humains ou les empêcher de faire leur travail. De nouvelles tactiques sont maintenant appliquées en plus de la jurisprudence répressive en vigueur.



Les manifestants ont marché jusqu'au Parlement philippin pendant que le président Duterte prononçait son Discours sur l'Etat de la Nation en juillet.

Crédit: Jes Aznar/Getty Images

*Souvent, les accusations inventées sont présentées commodément comme des crimes de droit commun pour dissimuler la nature politique des faits allégués, nier la mise en liberté sous caution, faciliter la condamnation sur la base de faux témoignages ou même se moquer du travail de défense accompli par les défenseurs des droits humains. Par conséquent, il n'était pas surprenant que, bien que le président Duterte ait été ouvert au départ à la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, il soit ensuite revenu en arrière et ait arrêté et détenu 225 autres personnes. Il y a actuellement environ **540 prisonniers politiques** aux Philippines, dont la plupart sont des défenseurs des droits humains.*

En dépit de ces nombreux défis, comme le dit clairement Cristina, la société civile aux Philippines se défend:

*La société civile philippine a toujours persévéré dans la poursuite de la justice et de la redevabilité envers les victimes et les survivants de violations des droits humains. Dans un contexte très défavorable, tous les démêlés positifs ont été conduits par une société civile persistante. Nous pouvons citer des cas très inhabituels de condamnations de **policiers** pour le meurtre d'un adolescent au cours de leur «guerre contre la drogue» et d'un **général à la retraite** accusé d'enlèvement et de détention illégale grave pour la disparition forcée de deux étudiants, il y a plus de 12 ans.*

*Malgré les restrictions, la société civile a continué à se mobiliser face à l'injustice et a organisé des manifestations populaires à plusieurs reprises en 2018, notamment lors du **discours du président sur l'état de la nation** en juillet, la commémoration du **46e anniversaire** de la déclaration de la loi martiale en septembre et la **Journée internationale des droits humains** en décembre.*

Comme le montre l'exemple des Philippines, partout où des activistes syndicaux sont attaqués, il en va de même pour ceux qui s'opposent au pouvoir économique dominant, notamment les défenseurs des peuples autochtones, de l'environnement et des droits à la terre. À l'instar des Philippines, Le **Pérou** est un pays caractérisé par une tendance claire à l'intimidation et à l'assassinat de défenseurs des droits humains, avec une menace particulière venant des gangs criminels qui sont liés à des trafiquants de terres. **Deux agriculteurs** – Celestino Flores Ventura et Irineo Curiñaupa Campos – ont été abattus en janvier alors qu'ils manifestaient lors d'une grève agraire nationale, où plus de 60 personnes ont été blessées. Ailleurs, des mobilisations ont été dispersées par la force, au prix de nombreux blessés. Les agriculteurs protestaient contre la baisse du prix de leurs récoltes de pommes de terre et l'ampleur des importations alimentaires au Pérou.

Les tueries se sont poursuivies: en avril, **Olivia Arévalo Lomas**, dirigeante du peuple autochtone Shipibo-Konibo et défenseuse des droits culturels et spirituels de sa communauté, a été assassinée. Des manifestations contre la **corruption** ont également eu lieu au Pérou en 2018: en septembre, des centaines de personnes ont défilé dans la capitale, Lima, pour réclamer des réformes de la gouvernance, notamment une proposition visant à criminaliser la non-déclaration des contributions aux campagnes politiques.

DES PROTESTATIONS ENVIRONNEMENTALES ET LE COÛT DU CHARBON

Les **manifestations** les plus importantes de la **Thaïlande** depuis l'instauration du **régime militaire** en 2014 ont eu lieu en 2018. Au mois d'avril, plus de 1 000 personnes ont manifesté dans la ville de Chiang Mai contre la destruction des zones forestières pour la construction de bâtiments gouvernementaux. Des photos aériennes partagées sur les réseaux sociaux ont montré qu'un nouveau complexe de logements de luxe pour les juges était en construction dans les profondeurs de la forêt. Les manifestants, dont beaucoup portaient des rubans verts, ont exigé la démolition des nouveaux bâtiments. Le gouvernement militaire, qui tient une position ferme sur les expressions publiques de la dissidence, a laissé la manifestation se poursuivre, car elle soulevait des questions environnementales plutôt que politiques.

Au mois de mai, les manifestations en **Inde** contre l'usine de production de cuivre Sterlite, accusée de polluer l'air et l'eau dans la ville de Thoothukudi, dans le Tamil Nadu, ont pris une **tournure tragique**, quand, au 100^{ème} jour des protestations, 15 personnes ont été tuées lorsque les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur la foule de manifestants. Apparemment, certaines personnes étaient spécifiquement ciblées. L'usine cherchait à se développer face à une forte opposition locale et, en février, plus de 250 activistes ont été arrêtés alors qu'ils étaient en grève de la faim pour s'opposer à ses projets. Après les violences de mai, l'usine a été temporairement fermée, mais les connexions Internet locales ont été aussi bloquées et 65 personnes ont été

arrêtées. La société civile condamnait activement les violences, mais elle risquait de devenir une cible. En août, l'activiste Thirumurugan Gandhi a été **arrêté** à son retour d'un Conseil des droits humains des Nations unies, où il s'était exprimé sur l'utilisation mortelle de la force.

Comme suggéré par l'exemple de l'Inde et de plusieurs autres ci-dessus, les défenseurs des droits des peuples autochtones, de l'environnement et des droits fonciers sont souvent attaqués lorsqu'ils tentent de défendre les communautés touchées par le pouvoir transnational des grandes infrastructures et des industries extractives, et des gouvernements qui y sont étroitement liés. Des exemples de répressions de telles voix sont également sortis des zones les plus menacées par les attaques, à savoir l'Amérique latine et l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Par exemple, en mai, au **Kenya**, deux activistes écologistes ont été **arrêtés** alors qu'ils protestaient contre le projet d'installation d'une centrale électrique au charbon. La société mixte kenyano-chinoise envisage d'importer son charbon depuis l'Afrique du Sud.

En **Allemagne**, l'extraction du charbon est également une pratique controversée. Alors que la société civile allemande jouit d'une bonne liberté d'expression, le mois de septembre a été marqué par l'**expulsion** forcée de manifestants écologistes qui occupaient la forêt de Hambach depuis six ans, dans le but d'empêcher l'extraction de charbon. Un activiste est décédé dans ce qui semble être un accident lors de l'expulsion. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes en Allemagne au moment de l'expulsion, provoquant la fermeture temporaire d'une centrale de charbon. À la suite d'une contestation judiciaire lancée par les manifestants, le défrichement de la forêt a été arrêté en octobre et la décision finale demeure en suspens.

Il y a peu de pays où le sujet des mines de charbon est aussi controversé qu'en **Australie**, qui est l'un des plus grands producteurs de charbon dans le monde, mais qui est également à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. La société civile a continué à faire campagne contre le secteur minier, comme en témoignent les manifestations contre l'expansion de ce secteur à Queensland. En mars, 13 **manifestants** de

Frontline Action on Coal (Action de première ligne contre le charbon) se sont vus infligés une amende commune de quelque US\$60,000 pour la fermeture du port de charbon, appartenant à Adani Group, une société indienne. Les manifestants, qui s'étaient enchaînés au matériel de chargement du charbon du port d'Abbot Point, à Queensland, ont été inculpés du rare délit « d'interférence intentionnelle ou imprudence dans le fonctionnement d'un port ». Décrite comme le plus grand mouvement environnemental de l'histoire de l'Australie et créé face aux inquiétudes suscitées par les impacts de l'extraction du charbon sur l'eau et les récifs, ainsi que par le changement climatique, la campagne Stop Adani a réussi à ce que 35 banques, y compris des banques **chinoises**, s'engagent à ne pas financer l'expansion de la mine de charbon. En décembre, les manifestations se sont poursuivies contre la construction de la mine, avec quelque 15 000 personnes **manifestants** dans les villes australiennes.

En **Nouvelle-Zélande**, en septembre, ce sont les mines d'or qui étaient sous les feux de la rampe: cinq membres du groupe anti-mines Protect Karangahake ont été **arrêtés** alors qu'ils occupaient une mine d'or établie dans une zone protégée. Plus tôt, en janvier, cinq activistes de Greenpeace avaient été **arrêtés** alors qu'ils occupaient un navire ravitailleur pour se plaindre de l'exploration pétrolière.

LE ROYAUME-UNI: LA REPRISE DE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE PROVOQUE DE NOUVELLES MANIFESTATIONS

De nouvelles manifestations ont accueilli le **retour** de la fracturation hydraulique au **Royaume-Uni** en octobre, après une interruption de sept ans.



En octobre, des manifestants anti-fracturation, dont Vivienne Westwood, se sont mobilisés contre la reprise des activités de fracturation sur le site de Cuadrilla au Lancashire.

Crédit: Ki Price/Getty Images

La compagnie d'énergie Cuadrilla a repris ses travaux de forage à Lancashire, au nord-ouest de l'Angleterre, après l'annulation par le gouvernement central d'une interdiction imposée par les autorités locales à la suite d'une série de secousses sismiques. Les manifestants ont accueilli la reprise de la fracturation en tentant de bloquer le site de Cuadrilla. Les manifestations sur le site se sont poursuivies tout au long de l'année, au cours desquelles les opérations de fracturation ont été **interrompues** à plusieurs reprises après plusieurs nouvelles secousses sismiques.

Parallèlement aux secousses, dans un pays peu expérimenté dans ce sens, les manifestants ont souligné les impacts de la pollution et la consommation excessive d'eau, ainsi que l'incompatibilité apparente de la fracturation hydraulique avec les engagements en matière de changement climatique. Les défenseurs formulent des arguments économiques en faveur du projet et affirment que la fracturation réduit la dépendance aux importations de pétrole. Les sites de fracturation sont localisés en milieux ruraux et éloignés des centres de décision, et les manifestants considèrent que leur gouvernement se positionne fermement du côté des entreprises de fracturation hydraulique.

Ceci semblait particulièrement vrai lorsque, en septembre, trois manifestants anti-fracturation, Rich Loizou, Richard Roberts et Simon Roscoe, ont été **condamnés** à une peine de prison de 15 à 16 mois pour avoir «causé des nuisances publiques» après avoir grimpé dans des camions au cours d'une manifestation de quatre jours en dehors du site de Cuadrilla, au Lancashire. Ils ont été les premiers manifestants anti-fracturation à avoir été emprisonnés au Royaume-Uni, rompant ainsi une longue tradition selon laquelle les personnes reconnues coupables de crimes pour avoir exercé une action directe non violente sont épargnées de prison / d'incarcération. Etant donné les faits, la colère fut généralisée. Tous les trois ont été libérés le mois suivant, leurs peines ayant été **annulées** en appel. Les magistrats de la Cour d'appel ont qualifié les peines comme «évidemment excessives» et des **liens** possibles entre le juge de l'affaire et l'industrie pétrolière ont été révélés.

Plus largement, la société civile a exprimé sa préoccupation face aux restrictions imposées dans l'espace civique aux groupes qui protestaient contre la fracturation hydraulique, notamment le nombre élevé d'arrestations de manifestants, les injonctions des tribunaux et les pratiques policières agressives et apparemment discriminatoires. Au début de l'année, il **ressort** que certains activistes anti-fracturation avaient été qualifiés d'extrémistes et soumis au contrôle du programme de surveillance anti-extrémiste du gouvernement britannique, qui aurait été mis en place pour prévenir le terrorisme islamiste (comme ce fut également le cas avec les manifestants anti-déportation «Stansted 15» [\[voir la section 2\]](#)). Comme dans d'autres pays, cela montre combien des initiatives visant à lutter contre le terrorisme peuvent être instrumentalisées pour restreindre l'activisme pacifique. Il a été **signalé** que, parmi les personnes visées par le programme, il y avait un jeune garçon de 14 ans, qui avait exprimé sa vive opposition à la fracturation sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, Nuala Ní Aoláin, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, a **critiqué** un projet de loi qui élargirait la portée du programme anti-extrémiste.

Les entreprises de fracturation n'ont pas obtenu que la part belle. Au début de l'année, au mois de mars, les activistes anti-fracturation ont remporté une **victoire** lorsque le Conseil des chefs de la police nationale a décidé de tenir une consultation publique sur les pratiques policières lors des manifestations contre la fracturation. Le mois suivant, la Haute Cour a rejeté une demande introduite par la société britannique Oil and Gas visant à interdire les manifestations anti-fracturation sur les sites du sud de l'Angleterre. Au moment de la rédaction de cet article, les entreprises de fracturation **font pression** pour assouplir la réglementation sur les secousses sismiques. Les manifestants continueront à se mobiliser dans ce qu'ils considèrent comme une bataille cruciale pour l'avenir de leurs communautés et de leur pays.

LAOS: LES DANGERS MORTELS DES GRANDES INFRASTRUCTURES EN SOCIÉTÉS FERMÉES

Les dangers que représentent pour les citoyens les grands projets d'infrastructure imposés par des gouvernements non contrôlés et de grandes entreprises, souvent basées à l'étranger, sont malheureusement devenus clairs au **Laos** en juillet dernier.

Le barrage hydroélectrique Xe-Pian Xe-Namnoy, en construction sur le fleuve Mékong, s'est soudainement effondré, emportant des villages entiers et faisant de nombreuses victimes. Dans la société fermée du Laos, il était difficile de savoir combien de personnes avaient perdu la vie dans la tragédie. Selon des chiffres officiels, environ 40 personnes seraient mortes, mais la société civile estime que le nombre de morts est beaucoup plus élevé. Selon les premières informations, au moins 800 personnes auraient disparu. Des **milliers** d'autres ont été déplacées, notamment vers le pays voisin, le **Cambodge**. De façon scandaleuse, la première réponse de la société à l'origine du projet, une entreprise mixte Laos- Corée du Sud- Thaïlande, a été de nier que le barrage s'était effondré, accusant les fortes pluies de la catastrophe. La population locale s'est également plainte de n'avoir pas reçu d'avertissement suffisamment à l'avance pour évacuer leurs maisons après l'effondrement.

Le Laos est un État communiste à parti unique radical, où l'espace civique est fermé et la dissidence non tolérée. Les activistes sont emprisonnés, l'utilisation des réseaux sociaux est strictement réglementée et les OSC doivent obtenir l'approbation préalable de toute activité de collecte de fonds. Le gouvernement a ordonné aux organisations de la société civile

internationales venues au Laos pour fournir une réponse humanitaire de ne pas s'adresser aux médias, comme condition préalable pour pouvoir travailler, tandis que les équipes de secours locales ont été rapidement invitées à quitter la zone sinistrée. Et bien que le gouvernement ait annoncé qu'une enquête sur la catastrophe était en cours, les citoyens ne trouvaient aucune information à ce sujet. Le gouvernement a annoncé la suspension de tous les projets de nouveaux barrages dans l'attente d'un réexamen : le barrage était l'un parmi tant d'autres à avoir été construits ou à être en construction sur le Mékong, alors que le gouvernement cherche à s'assurer une croissance économique en exportant de l'électricité vers les États voisins – mais des consultations sur la construction de nouveaux barrages avec l'aide de la Chine ont **continué** malgré tout. Les groupes environnementaux ont longtemps critiqué la stratégie du gouvernement en matière de construction de barrages.

Dans de telles conditions de fermeture, il n'est donc pas surprenant que, lorsque la Commission intergouvernementale du Fleuve Mékong a tenu une **consultation** en septembre sur la proposition de construction d'un nouveau barrage, de nombreux membres de la société civile se soient abstenus d'y participer, soit parce qu'ils craignaient les répercussions ou parce qu'ils ne croyaient pas que la consultation pourrait avoir un impact. La Cambodia Mekong Alliance, une coalition de 52 OSCs, n'a pas participé parce que les tentatives précédentes d'exprimer ses préoccupations au gouvernement avaient été ignorées.

La tragédie du Laos montre que la répression de la dissidence dans la poursuite de la croissance économique peut rendre les catastrophes plus probables et leur riposte plus difficile, ainsi que rendre plus difficile encore le retour sur expérience pouvant aider à prévenir de futures catastrophes. Au moins en **Corée du Sud**, siège de la société qui dirige le projet, SK Engineering and Construction, les manifestants ont pu protester. En septembre, une **manifestation** a eu lieu devant le siège de la société, appelant à ce que le gouvernement soit tenu responsable. Les manifestants voulaient montrer que la participation de la Corée du Sud au projet bénéficiait de l'appui de son

gouvernement dans le cadre de son aide publique au développement (APD) au Laos, ce qui soulevait des questions préoccupantes quant au rôle des dépenses publiques dans le financement de projets non redevables, ayant un impact négatif sur des communautés.

RIPOSTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Comme l'indiquent plusieurs des exemples ci-dessus, les projets d'extraction et d'infrastructure impliquent souvent des partenariats avec des partenaires étrangers. Lorsque des décisions sont prises au siège, à des milliers de kilomètres de la zone concernée, il peut être difficile pour les communautés touchées d'influencer la prise de décision. Ce n'est pas le cas d'une activiste de la **Papouasie Nouvelle Guinée**, qui a transmis le message directement au siège. En avril, Cressida Kuala, l'activiste autochtone, défenseuse des droits de l'environnement et fondatrice de l'Association des femmes de Porgera Red Wara, s'est rendue à Toronto (**Canada**), siège de la société minière Barrick Gold, qui dirige la mine d'or de Porgera conjointement avec une société chinoise. Là, elle a informé les actionnaires et d'autres personnes sur la situation des communautés vivant près de la mine de Porgera, alors que ses partisans organisaient une manifestation à l'extérieur du bâtiment. Les impacts incluent la pollution de l'eau, l'érosion des sols, le déversement de produits chimiques, la destruction forcée de maisons à proximité de la mine et ce qui semble être une campagne systématique de viol par les agents de sécurité de la mine.

Une autre victoire pour la société civile a été le **retrait**, au mois de mai, du permis d'extraction de bauxite sur l'île de Nendö à une société **australienne**, Au Capital Mining, par le gouvernement des **Îles Salomon** parce qu'elle n'avait pas réussi à établir de relations amicales avec la communauté locale. Les allégations portaient sur le fait que la société avait piégé et contraint et la population à céder leur droit à la terre, et des **manifestations** réclamant le retrait du permis de la société duraient depuis longtemps.

En juin, des manifestants environnementaux ont également remporté une victoire en **Estonie**, lorsque plus d'un millier de personnes ont formé une chaîne humaine pour **protester** contre un projet d'usine de production de cellulose dans le village de Tabivere. Préoccupé par l'impact environnemental, le gouvernement a annoncé la suppression de ces plans.

AMÉRIQUE LATINE: RENDRE LE POUVOIR CHINOIS REDEVABLE

En Amérique latine, les investissements chinois jouent un rôle très important, mais, souvent, ils ne rendent pas de comptes. En 2018, la société civile s'est unie pour tenter de rendre le gouvernement chinois redevable de ses activités dans la région, en profitant de l'évaluation faite en novembre par le gouvernement chinois dans le cadre du processus d'examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits humains de l'ONU **[voir la section 4]**. Nous avons demandé à Paulina Garzón, de **l'Initiative d'investissement durable Chine-Amérique latine**, à María Marta Di Paola, de la **Fondation pour l'environnement et les ressources naturelles**, en **Argentine**, à Sofía Jarrín, du **Centre pour les droits économiques et sociaux de l'Équateur**, et à Julia Cuadros, de **CooperAcción** au **Pérou**, de **décrire** la nécessité de cette initiative:

La Chine est le premier ou le deuxième partenaire commercial de tous les pays d'Amérique du Sud et la grande majorité de leurs exportations vers la Chine se concentre dans les secteurs du pétrole, des mines et du soja. Les investissements de la Chine ou ceux motivés par sa demande ont donné un nouvel élan au secteur primaire et, au sein de ce secteur, aux industries extractives. De ce fait, les relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine représentent un véritable défi tant pour l'environnement que pour les droits des communautés dans lesquelles ces investissements sont basés. La croissance et l'ampleur du financement chinois en Amérique latine

“
LES SOCIÉTÉS
TRANSNATIONALES
ONT CONTRIBUÉ AUX
VIOLATIONS DES
DROITS HUMAINS,
NOTAMMENT PAR LA
CRIMINALISATION
SYSTÉMATIQUE DES
DÉFENSEURS DE
L'ENVIRONNEMENT.
”

a pris les OSC et les communautés par surprise. Jusqu'à présent la société civile n'a guère été en mesure de demander des comptes aux banques, aux entreprises et aux organismes de réglementation chinois, en partie à cause du manque de connaissances et d'accès aux procédures de ces institutions, mais surtout à cause du secret qui les caractérise.

Les sociétés transnationales ont contribué aux violations des droits humains, notamment par la criminalisation systématique des défenseurs de l'environnement. Dans le même esprit, la Chine a suivi le principe de non-ingérence dans la construction de ses relations avec l'Amérique latine, ce qui a entraîné des interactions presque exclusivement entre gouvernements, sans inclure la société civile. Dans ce contexte, les OSCs latino-américaines n'ont pas été en mesure d'établir un dialogue substantiel avec les institutions chinoises et encore moins de les tenir responsables des conséquences négatives de leurs actions.

Les organisations de la société civile latino-américaines ont décidé de se réunir pour profiter de l'opportunité offerte par l'EPU pour commencer à réduire le déficit de redevabilité, comme le décrivent les quatre partenaires:

Nous avons décidé d'utiliser les outils offerts par le système international des droits humains pour engager un débat sur la nécessité de demander aux gouvernements de rendre des comptes sur les conséquences de leurs investissements et les actions de leurs sociétés à l'étranger.

Bien qu'il ne dispose pas d'autorité ou de mécanisme d'exécution, le système universel des droits humains, y compris son mécanisme, l'EPU, offre à la société civile du monde entier de précieuses opportunités de plaider et un espace pour faire entendre les revendications des communautés dont les droits civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels ne sont pas garantis.

En règle générale, la responsabilité des droits violés est attribuée à l'État sur le territoire où ces violations sont commises. Ainsi, lorsque la Chine réalise son EPU, la plupart des recommandations reçues par l'État chinois concerne le traitement des citoyens chinois sur le territoire chinois. Cependant, rien n'empêche les communautés dont leurs droits ont été menacés dans d'autres pays, tels que ceux d'Amérique Latine, de présenter des demandes concernant les actions d'un autre État membre de l'ONU. Rien n'empêche un groupe ayant subi une violation de ses droits d'invoquer le principe de l'extraterritorialité pour demander à un État étranger de respecter les obligations contractées en matière de droits humains lors de son acceptation des instruments de l'ONU, ainsi que tout engagement volontaire qu'il aurait pu ratifier et prendre.

Nous avons créé une alliance régionale pour collaborer à la recherche et préparer un rapport parallèle national pour chacun des pays de l'Amérique du Sud inclus dans le projet, ainsi qu'un rapport régional parallèle. En mars, ces rapports ont été soumis au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains pour contribuer à l'examen EPU de la Chine. Cette initiative est née en 2017, alors que nous recherchions une alliance régionale pour renforcer notre travail de plaidoyer auprès de l'Etat chinois.

Pour nous, la participation au mécanisme de l'EPU est une occasion unique pour canaliser nos préoccupations et rendre visibles les multiples violations des droits humains subies par les communautés touchées par des projets liés, dans leur financement et leur fonctionnement, aux investissements de l'État chinois. Dans plusieurs cas, nous avons demandé aux entités chinoises d'améliorer considérablement leur comportement environnemental et social et d'agir en tant que bons citoyens du monde. Le manque de réponses de ces entités nous a amenés à rechercher de nouveaux espaces de dialogue avec le gouvernement chinois dans les forums internationaux.

Nous espérons que l'EPU de la Chine et les autres mécanismes de l'ONU fourniront l'espace nécessaire pour un engagement sérieux des banques et des entreprises chinoises à s'approprier les principes des droits humains dans leurs opérations à l'étranger.

UNE VICTOIRE ANTI-GAZODUC POUR UNE ANNÉE DE MANIFESTATIONS AU CANADA

En août, des manifestants au **Canada** ont également remporté une victoire majeure. Après plusieurs années de campagne, la Cour d'appel a décidé à l'**unanimité** de retarder la construction du projet de gazoduc Trans Mountain, qui devait transporter du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta à Burnaby, sur la côte de la Colombie-Britannique. En août, le gouvernement canadien a repris le projet des mains de la société américaine Kinder Morgan, située aux États-Unis.

En cas de succès, le projet triplerait presque la quantité de pétrole acheminée vers le terminal de Burnaby et augmenterait considérablement le nombre de navires-citernes utilisant le port, ce qui pourrait aggraver les répercussions environnementales. Des manifestations, y compris le blocage du terminal de Kinder Morgan, auquel ont participé des milliers de personnes au fil des ans, ont été organisées par plusieurs groupes autochtones et groupes environnementaux. Les gouvernements



Des enfants équatoriens ont protesté contre l'extraction minière pendant la Journée Internationale de la Femme en mars.

Crédit: Jonathan Rosas/Anadolu Agency/Getty Images

de la Colombie-Britannique et des municipalités sont également opposés au projet, contrairement au soutien du gouvernement fédéral. La cour a **estimé** que le projet n'avait pas consulté de manière adéquate les peuples autochtones ni n'avait envisagé l'impact environnemental sur la population des orques de la Colombie-Britannique.

Cependant, la victoire de la Cour ne représente peut-être qu'un succès temporaire pour les campagnes de la société civile, parce qu'elle impose une nouvelle série de consultations, suggérant la nécessité de mener une campagne soutenue et de nouer des alliances, notamment avec les organismes gouvernementaux infranationaux qui partagent l'opposition de la société civile. Les courants de soutien au projet, qui promet de créer des emplois, doivent également être reconnus. En novembre, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Calgary, en Alberta, pour **demander** la construction du gazoduc et pour protester contre un projet de loi prolongeant les consultations avec les peuples autochtones touchés par de grands projets énergétiques.

Ces manifestations et contre-manifestations ont clairement souligné la tension qui existe entre l'image positive que le premier ministre Justin Trudeau a projetée et les engagements du Canada en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques, d'une part, et l'impératif de poursuite de la croissance économique grâce aux ressources naturelles du Canada, d'autre part. Dans ce contexte, une montée de l'activisme populaire au Canada a eu lieu, alors que les citoyens s'efforçaient de tenir le gouvernement fidèle à sa réputation et à ses engagements. Des milliers de personnes se sont rassemblées à Montréal en novembre pour **demander** au gouvernement de l'État du Québec de donner la priorité à la lutte contre le changement climatique. L'année a également été marquée par les manifestations d'agriculteurs contre les accords commerciaux, de **soutien** mais aussi contre les réfugiés et les migrants, notamment au **Québec**, où le nouveau gouvernement a promis de faire preuve de plus de rigueur en matière d'immigration. Également, il y a eu des **protestations** des peuples autochtones contre le traitement réservé à leurs enfants dans le système de

santé, et des manifestations pour et contre **l'avortement**, entre autres. La tradition du Canada en matière de débat sur la place publique semble solide et prête à se poursuivre.

LUMIÈRE SUR LA FRANCE: UN GOUVERNEMENT FAVORABLE AUX ENTREPRISES RENCONTRE L'OPPOSITION DES CITOYENS

La **France**, malgré les prétentions de son chef, le président Emmanuel Macron, à pratiquer une politique différente, est un autre État qui a eu souvent tendance à se ranger du côté des grandes entreprises en 2018. En avril, une tentative d'expulsion d'un campement établi de longue date dans la municipalité de Notre-Dame-des-Landes par une communauté anticapitaliste alternative s'est terminée dans la violence. La localité avait été identifiée depuis longtemps comme le site d'un nouvel aéroport, auquel s'opposaient les agriculteurs et les activistes écologistes locaux. En 2008, une communauté alternative vivant de manière autonome par rapport à l'État s'était créée en collectif. Alors que le projet de construction de l'aéroport fut abandonné en janvier, les autorités ont insisté pour que la communauté soit expulsée. Environ 2 500 policiers anti-émeute ont été déployés, des bombes à gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes ont été jetées, notamment contre des journalistes couvrant l'événement, et les manifestants ont lancé des cocktail molotov et incendié des barricades. Le Syndicat des journalistes français s'est plaint que ses membres ont été empêchés de couvrir l'expulsion. La tentative d'expulsion de la communauté a mis en lumière un conflit de valeurs concernant le capitalisme et a montré que l'État devenait de plus en plus intolérant à l'égard de modes de vie différents. Néanmoins,

en janvier 2019, des membres de la communauté habitaient toujours la zone et ont célébré le premier anniversaire de l'annulation du projet d'aéroport.

En mai, plus de 100 personnes ont été arrêtées lors de **violentes** manifestations du 1er mai dans la capitale, à Paris. La police a utilisé du gaz lacrymogène et des canons à eau tandis que certains manifestants ont lancé des cocktails molotov et brisé des vitrines. La violence a éclipsé la manifestation pacifique organisée à l'occasion du 1er mai par les syndicats contre l'affaiblissement du droit du travail mené par le gouvernement. L'État a encore fait preuve de rigidité en juin, lorsque des activistes antidéchets nucléaires et leurs avocats ont été **arrêtés** lors d'une série d'opérations policières. Ils étaient accusés d'avoir causé des dommages matériels lors de manifestations.

La société civile a également exprimé son inquiétude lorsqu'une nouvelle loi sur le secret des affaires a été **promulguée** en juillet. De nombreuses OSC, des syndicats de médias et des universitaires ont **critiqué** la nouvelle loi qui limitait de manière excessive les libertés d'expression et d'information. La nouvelle loi, rapidement adoptée avec peu de débat, montre une définition très large de ce qui constitue un «secret d'entreprise». En tant que tel, il s'avère plus difficile d'enquêter sur les entreprises et de les obliger à rendre des comptes sur les impacts négatifs de leurs activités. L'inquiétude croissante de la société civile face à l'inclinaison favorable de la France du président Macron envers les entreprises a également été alimentée par le dépôt, en janvier, d'une plainte en diffamation par deux sociétés françaises ayant des intérêts au **Cameroun**, Socfin et Socapalm – toutes deux affiliées au groupe Bolloré – contre trois journaux, Mediapart, L'Obs et Le Point et deux OSC, ReAct et Sherpa. Les accusés avaient révélé des allégations de villageois et d'agriculteurs camerounais selon lesquelles les entreprises participaient à l'accaparement et à l'exploitation de leurs terres. En réponse, plusieurs OSC et groupes de médias français ont lancé la campagne « **On ne se taira pas** », identifiant l'action de l'État comme étant une poursuite stratégique contre la mobilisation publique (SLAPP en anglais) et faisant campagne pour une réforme juridique en France protégeant la liberté d'expression.

À l'échelle mondiale, on s'inquiète de plus en plus de l'utilisation croissante

des **poursuites stratégique contre la mobilisation publique** pour réprimer la dissidence de la société civile ainsi que les enquêtes et dénonciations des abus commerciaux. Ces poursuites semblent se répandre des **États-Unis** à l'Europe. Au **Portugal**, par exemple, le célèbre journaliste d'investigation **Arlindo Marquês** a été poursuivi en justice par la société de production de papier Celtejo pour avoir porté atteinte à sa crédibilité et à sa réputation après l'avoir accusé de polluer de manière inacceptable le fleuve Tage.

Le mécontentement à l'égard des politiques favorables aux entreprises du président Macron et à sa volonté d'affaiblir le droit du travail s'est maintenu tout au long de l'année en France, où plusieurs grèves ont eu lieu dans le pays, notamment celles des cheminots. Mais rien n'avait préparé la classe politique au déclenchement des manifestations des «gilets jaunes», constamment en colère et souvent violents, qui ont commencé en novembre.

Les manifestations, dont les participants portaient un gilet de sécurité standard fluorescent, ont débuté le 17 novembre et se sont poursuivies en 2019. Les principales tactiques de protestation comprenaient les barrages routiers, l'occupation des postes de péage et des ronds-points, ainsi que des marches tous les samedis à Paris et dans de nombreuses villes françaises. Environ 300 000 personnes ont participé aux manifestations initiales au cours desquelles plusieurs routes ont été bloquées, et plusieurs réservoirs de carburant pris d'assaut. Les manifestants ont vite payé un lourd tribut: au cours de la première semaine de manifestations, deux personnes ont été tuées et plus de **530** ont été blessées alors que des voitures tentaient de **franchir** les barrages.

Des manifestations ont également eu lieu ce premier week-end à la **Réunion**, une région française d'outre-mer située dans l'océan Indien. Les soldats étaient déployés lorsque les manifestations contre la pauvreté ont dégénéré en pillages et en émeutes.

Ce qui a déclenché le mouvement de protestation en France métropolitaine était un plan impopulaire d'augmentation des taxes sur le carburant, en particulier sur le diesel, ainsi que de nouveaux contrôles de vitesse sur



Les protestations des gilets jaunes ont commencé suite à une proposition d'augmentation des taxes sur le carburant, et se sont rapidement amplifiées.

Crédit: Jeff J. Mitchell/Getty Images

les routes rurales. La population se plaignait d'être contrainte d'utiliser leurs véhicules pour se rendre au travail et de n'avoir aucun autre moyen de transport alternatif. Les manifestants revendiquaient que, même avec un travail, il leur était difficile de joindre les deux bouts, et qu'ils seraient fortement pénalisés par une nouvelle augmentation des coûts.

Bien entendu, le mouvement ne se limitait pas à la hausse prévue de la taxe sur le carburant, mais c'était, en grande partie, une révolte des banlieues, des villages et des périphéries, par rapport aux citadins: une rébellion de la classe ouvrière et de la classe moyenne inférieure. C'était souvent des personnes qui se sentaient économiquement pressées et abandonnées, mais aussi éloignées de l'élite politique, car elles sentaient que le gouvernement ne les écoutait pas. Le président Macron, qui se positionnait comme souhaitant défier l'ordre établi lors de son accession au pouvoir en 2017, était alors critiqué par le mouvement en tant que partie intégrante d'une élite métropolitaine à l'écart, incapable de comprendre la vie des travailleurs et de la population rurale. Les manifestants l'ont dénigré en l'appelant le **président des riches** et ont comparé l'augmentation prévue de la taxe sur le carburant au programme gouvernemental de réduction des impôts des entreprises et des riches. Les griefs des manifestants se sont étoffés au fil des semaines et, à la troisième semaine, ils réclamaient la démission du président Macron. Les étudiants ont également commencé à protester contre les frais de scolarité des étudiants étrangers et les modifications prévues aux examens.

Au fur et à mesure de la poursuite des manifestations, ces dernières ont été marquées par la violence. Lors du deuxième week-end de manifestations à Paris, certains manifestants ont allumé des feux dans les rues et ont détruit des routes. La police a utilisé des gaz lacrymogènes, des canons à eau et du gaz poivré contre les manifestants et des bulldozers pour éliminer les barrages. Chaque week-end après cela, des actes de violence, notamment des incendies criminels contre des magasins et des voitures, des pillages et des réactions violentes des forces de l'ordre ont pu être observés. Les manifestations ont dégénéré en émeutes à Paris le 1er décembre. Le même jour, à Marseille, une femme âgée de 80 ans est **décédée** des suites d'une

vitre brisée par une cartouche de gaz lacrymogène. Il semblait que les lignes se durcissaient et que la polarisation s'installait.

Après trois semaines de manifestations, la hausse prévue de la taxe sur le carburant fut **abandonnée**, marquant le premier changement de politique du président Macron du fait de la colère de la rue. Mais ce changement n'a pas empêché les manifestants de décoller et les manifestations ont continué. Le 10 décembre, le président Macron a présenté un **programme** de concessions sur la fiscalité et le salaire minimum, dans un **discours télévisé** largement suivi. Ce faisant, on pouvait voir qu'il faisait une offre matérielle qui tenait compte des préoccupations quotidiennes qui avaient motivé beaucoup de personnes à descendre dans la rue. De même, il a également reconnu les circonstances difficiles dans lesquelles vivent de nombreuses personnes et la légitimité du sentiment d'isolement des manifestants par rapport au processus décisionnel. Mais il a refusé de rétablir l'impôt sur la fortune, ce qui était une revendication clé. Les manifestations ont donc **continué** malgré tout.

Le mouvement de protestation s'est inspiré d'un sentiment anti-gouvernemental généralement répandu. Même après des émeutes à Paris, les **sondages** ont montré que 72% des Français soutenaient le mouvement, bien que 85% aient déclaré être en désaccord avec la violence. Dans le même temps, la popularité du président Macron a continué à **chuter**: en moyenne, selon les sondages, elle est passée de 47% en décembre 2017 à 24% un an plus tard. Avant même les élections au Parlement européen de mai 2019, il était attendu que le parti de la République en Marche du président Macron **perdrait du terrain** au profit du parti d'extrême droite Rassemblement National.

Alors que les chiffres de participation ont chuté de dizaines de milliers, les manifestations se sont poursuivies jusqu'en 2019 et, avec elles, la violence. Les femmes ont commencé à organiser des manifestations **séparées**, soulignant leur invisibilité en tant que partie importante de la main-d'œuvre et cherchant également à montrer que la colère des manifestants ne devait pas nécessairement conduire à la violence.



Les gilets jaunes ont mis en garde leur gouvernement: "Qui sème la misère récolte la colère".

Crédit: Chesnot/Getty Images

“
MAIS CETTE
APPARENTE
VOLONTÉ
D'ÉCOUTER ÉTAIT
EN CONTRADICTION
AVEC L'APPROCHE
CARACTÉRISTIQUE
DU GOUVERNEMENT,
CENTRÉE SUR LA
LOI ET L'ORDRE,
EN MATIÈRE DE
DISSIDENCE
PUBLIQUE.
”

Au début de 2019, le président Macron a entamé une tournée de «débat national» de trois mois en France, où il a tenu des **assemblées** publiques pour débattre des problèmes soulevés. L'initiative, une nouveauté, a suscité un certain **scepticisme**, mais le président Macron a admis des défaillances de la politique sociale et une «rupture de l'égalité». Au moment de la rédaction du présent rapport, le bruit courait également que le président Macron pourrait organiser un **référendum** sur des questions clés soulevées par les manifestations. Ces mesures semblaient à la fois une tentative de faire face à la colère une fois pour toutes et un aveu de non-retour: il fallait un changement dans la manière dont la France est gouvernée.

Mais cette apparente volonté d'écouter était en contradiction avec l'approche caractéristique du gouvernement, centrée sur la loi et l'ordre, en matière de dissidence publique. Les pouvoirs d'urgence initialement mis en place par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme ont été codifiés en **droit permanent** en octobre 2017, ils avaient été utilisés pour **prévenir** d'éventuelles manifestations lorsque la France a accueilli le sommet sur le changement climatique de 2015. En décembre, de nombreuses arrestations ont eu lieu, dont certaines semblaient avoir un caractère préventif. Au moment de la rédaction du présent document, environ 5 600 personnes avaient été arrêtées et 1 000 condamnées. En janvier 2019, **Eric Drouet**, l'une des figures les plus visibles du mouvement, a été arrêté pour la deuxième fois pour avoir organisé une manifestation non autorisée. Le même mois, dans un geste qui semblait vouloir renforcer le soutien de ceux qui préconisaient une ligne dure, le Premier ministre français, Edouard Philippe, a **menacé** de présenter de nouvelles lois plus strictes, notamment un registre des émeutiers. En vertu de cela, les personnes auraient pu être interdites de participer à des manifestations, même si elles n'avaient pas déjà été condamnées. Des politiciens, y compris certains membres du parti du président Macron, ont **condamné** cette menace «autoritaire», que les nouvelles mesures faisaient peser sur les libertés fondamentales.

Ce que ces mesures ont clairement montré, c'est à quel point le mouvement «gilets jaunes» et l'ampleur des manifestations avaient ébranlé et pris de cours le gouvernement. Dans l'ensemble, la colère de la protestation menaçait la réputation internationale du président Macron, et, au niveau national, elle représentait un risque pour son programme, favorable aux entreprises et économiquement néolibéral. Le Président Macron, lors de son accession au pouvoir en 2017, s'était positionné comme l'antidote du populisme, mais les manifestations des gilets jaunes ont montré que ce serait plus compliqué que cela.

Il s'agissait sans aucun doute d'un mouvement populiste, mais qui semblait attirer des partisans de toutes les tendances politiques. Beaucoup de ceux qui ont participé avaient soutenu des candidats d'extrême droite ou d'extrême gauche lors des dernières élections, mais beaucoup d'autres avaient

exprimé leur **mécontentement** envers tous les partis politiques. Les participants ont également couvert une vaste tranche d'âge: il ne s'agissait pas, par exemple, de la révolte démographique manifestement provoquée par la rébellion britannique au Brexit, qui avait fortement biaisé les personnes âgées. Le milieu politique a d'abord tenté de présenter les gilets jaunes comme un mouvement d'extrême droite, mais l'ampleur du soutien public a laissé penser que les préoccupations étaient bien plus générales.

Ce mouvement semblait aussi n'avoir aucun dirigeant, puisqu'il était, en grande partie, issu d'**appels à l'action** menés par les réseaux sociaux, et, en réalité, il résistait à l'idée d'être dirigé. Sa nature même, sans chef, le rendait susceptible de devenir un véhicule de la violence extrémiste. Sans dirigeants, il était difficile, même pour le milieu politique, d'essayer de se rencontrer et de négocier, ce qui aurait pu être un facteur dans la poursuite des manifestations.

Les manifestations des gilets jaunes ont également montré la difficulté que les gouvernements pourraient rencontrer en tentant de réduire la consommation de combustibles fossiles. En France, de nombreuses personnes dépendent de leurs voitures, en particulier en dehors des villes et elles ont été encouragées à utiliser le diesel par les gouvernements successifs, qui ont maintenu les prix bas. Si les citoyens considèrent que l'utilisation de leur voiture est essentielle, l'augmentation des taxes augmentera leurs dépenses, sans pour autant contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ce à quoi la taxe devrait pourtant servir: un instrument pour aider à lutter contre le changement climatique.

Non sans raison, les citoyens se demanderont pourquoi l'approche privilégiée de lutte contre le changement climatique repose sur la taxation des citoyens par le biais de taxes indirectes, plutôt que sur les grandes entreprises et secteurs d'activité, tels que les industries productrices d'énergies fossiles et les industries extractives, l'agroalimentaire et les transports, responsables de la majorité des émissions nocives pour le climat. Ils pourraient accuser le gouvernement d'entreprendre des mesures symboliques au détriment des plus pauvres. En France, les manifestants ont comparé leur propre

pression fiscale croissante avec l'élimination des taxes sur la fortune par le gouvernement. Selon eux, l'augmentation des impôts destinée à lutter contre le changement climatique n'était qu'une mesure parmi tant d'autres pour augmenter leur coût de la vie.

Les motivations des personnes impliquées étaient différentes, mais ensemble, elles constituaient une expression de véritable colère, parfois incohérente, qui ne demandait pas grand-chose une fois que l'augmentation de la taxe sur le carburant avait été annulée. Une revendication clé de beaucoup de personnes était d'avoir une démocratie plus directe, par le biais de référendums, pour déterminer la politique nationale. Cela signifierait une rupture avec les traditions de gouvernance, souvent centralisée et élitiste en France, et pourrait encourager une plus grande participation, bien que cela puisse également alimenter la polarisation, comme cela a été le cas avec les référendums ailleurs **[voir la section 3]**.

Certaines des personnes impliquées ont tenté de passer directement à la politique électorale. En janvier, un groupe a dressé une **liste** pour les élections européennes, sous la bannière du Ralliement d'Initiative Citoyenne, qui semblait susceptible de se présenter comme une plateforme anti-UE. Une autre personne a déclaré qu'elle **créerait** son propre parti politique, bien que quiconque prétendant se présenter risquerait les hostilités des membres du mouvement qui affirmaient qu'il n'avait pas de dirigeant.

Il y avait sans doute beaucoup de choses que cette colère avait en commun avec le mécontentement qui alimentait le Brexit et le populisme de droite qui traverse une grande partie de l'Europe **[voir section 3]**. Visuellement, comme ailleurs, cela ressemblait souvent à la révolte d'une population blanche, résidante de longue date, qui jouissait autrefois de la certitude quant à son statut et à son rôle dans la société, mais qui se sentait maintenant moins en sécurité et plus éloignée du pouvoir. Comme le mécontentement à travers l'Europe, il s'agissait essentiellement d'une rébellion conservatrice plutôt que radicale : une rébellion qui visait davantage à restaurer quelque chose qui avait été perdu au lieu de demander quelque chose de nouveau. C'est pourquoi plusieurs des manifestations du mouvement gilets jaunes, en

France et à l'étranger, étaient xénophobes et anti-migrants. Elles étaient aussi souvent marquées par l'hostilité envers les médias, car elles étaient perçues comme faisant partie de l'establishment.

Les comparaisons internationales ont été faciles, car le gilet jaune a été rapidement adopté ailleurs. Peut-être le génie du mouvement était-il de prendre un article de tous les jours – la loi oblige tous les automobilistes en France à porter un gilet jaune – et de le transformer en un symbole puissant. Le gilet jaune était bon marché, accessible et associé à la fois à un travail manuel et à une urgence. Il était à la fois visible, par conception, et invisible, en raison de son association avec le monde du travail. Porter le gilet jaune, c'était s'identifier comme ouvrier, anti-establishment et en colère, et c'est devenu un raccourci visuel. Et c'est ainsi qu'il a voyagé.

Au pays voisin, en **Belgique**, des **manifestations** de gilets jaunes ont commencé en novembre contre le prix du carburant et le coût de la vie. Environ 60 personnes ont été arrêtées avant que la manifestation ne devienne violente, alors que les affrontements entre des manifestants et des policiers se sont transformés en émeute. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau et a procédé à de nouvelles arrestations. Des arrestations massives ont eu lieu avant une nouvelle manifestation en décembre, suscitant des inquiétudes quant à la nature de l'approche de l'État. Les journalistes qui couvraient les manifestations ont également déclaré être victimes d'agressions des manifestants et des forces de l'ordre.

En **Égypte** répressive, la menace que le symbole pouvait représenter pour les autorités a été mise en évidence lorsqu'en décembre, de nouvelles réglementations ont été imposées, exigeant **l'autorisation** de la police pour vendre des gilets jaunes. Les importateurs et les grossistes de gilets jaunes ont été convoqués à une réunion avec la police. L'intransigeant président **russe** Vladimir Poutine a également **tenté** de justifier l'emprisonnement du militant Lev Ponomarev en décembre **[voir la section 3]** en déclarant que le pays ne voulait pas voir de scènes similaires à celles de Paris.

En décembre, des manifestations de gilets jaunes ont eu lieu en Irak, en Irlande et en Israël, pour n'en citer que quelques-uns. Cela s'est avéré un symbole **malléable**: en Allemagne, des **groupes** d'extrême droite et d'extrême gauche ont organisé des manifestations de gilets jaunes. Ailleurs, dans d'autres pays, beaucoup de ceux qui ont adopté le symbole étaient clairement des populistes de droite. De l'autre côté de la Manche, au Royaume-Uni, des manifestants d'extrême droite qui ont **harcelé** des hommes politiques, des personnalités publiques opposées au Brexit et des journalistes portaient des gilets jaunes. Des manifestants **canadiens** anti-migrants et anti-taxe carbone l'ont également adopté, de même que les manifestants pro-gouvernementaux, anti-UE en **Italie** et anti-migrants en **Finlande**. Alors que ses origines en France étaient plus complexes, les forces réactionnaires se sont emparées de ce symbole pour se l'approprier. Cela a été confirmé en février lorsque les dirigeants du gouvernement populiste italien **ont rencontré** des membres éminents des gilets jaunes et leur ont exprimé leur soutien.

En France, au moment de la rédaction du présent article, le nombre de manifestants continue à diminuer, mais la colère exprimée par les personnes reste vraisemblablement proche de la surface. Le gouvernement, ayant fait des concessions, doit maintenant faire quelque chose de beaucoup plus difficile: montrer qu'il est vraiment disposé à écouter.